

# Armées

*d'aujourd'hui*



**QUAND LES FRANÇAIS FORMENT  
LES IRAKIENS**

## “ Les menaces à portée des forces locales ”



© S. MALVERT - DICO



**L'**Europe de la Défense qui avance avec le Fonds européen de Défense, la coopération structurée permanente et l'initiative européenne d'intervention. L'innovation qui progresse avec la création de l'Agence de l'innovation. La jeunesse qui se mobilise avec les consultations sur le futur service national universel. La 16<sup>e</sup> Université d'été de la Défense, cette grande rencontre annuelle entre les parlementaires et la communauté de Défense, a été une fois encore l'occasion de poser les débats de fond.

Dans les coulisses, un autre débat a surgi, celui de la guerre longue. Celle que les armées françaises mènent contre le terrorisme depuis plus de quatre ans au sein de la coalition internationale en Irak et avec Barkhane au Sahel. Pour au loin, défendre la France contre tous les terroristes. Dans les deux cas, l'objectif est le même : mettre les menaces à la portée des forces locales.

« En Irak, avec la coalition internationale, nous y sommes parvenus ; au Sahel, il va falloir encore du temps », dit en substance le sous-chef opérations, Grégoire de Saint-Quentin. En Irak, ce sont les task forces Narvik et Monsabert qui instruisent les forces irakiennes avec l'intention de rendre l'armée irakienne plus autonome afin qu'elle devienne capable de former elle-même ses propres forces. Ainsi, les militaires français ont participé depuis plus de trois ans à la préparation de 9 000 soldats irakiens pour le combat en zone urbaine, le combat d'infanterie ou encore et surtout la lutte contre les engins explosifs improvisés (IED) cette nouvelle forme de guerre insidieuse qui sévit au Levant et au Sahel.

Au Sahel, la force conjointe réunit les cinq armées de la bande sahélo-saharienne. Elle poursuit sa montée en puissance avec l'aide appuyée de Barkhane.

Au final, les armées françaises sont sur le terrain avec leurs partenaires pour protéger la France. Et gagner la guerre pour gagner la paix.

## Sommaire

<b>Sur le vif</b>	<b>4</b>
<b>En bref</b>	<b>10</b>
<b>Irak</b>	
Former pour rendre autonome	<b>14</b>
<b>Barkhane</b>	
Traque dans le désert depuis Niamey	<b>20</b>
Atlantique 2 vols au dessus d'une mer de sable	<b>26</b>
<b>Grand angle</b>	
Parlement et Défense	<b>28</b>
<b>Espionnage</b>	
La quatrième saison du bureau des légendes	<b>38</b>
Manuel d'espionnage	<b>40</b>
<b>Interview</b>	
Les 20 ans de l'Occar	<b>42</b>
<b>On a testé pour vous</b>	
Une séance de TOP	<b>44</b>
<b>Rencontre</b>	
Madame Reconversion	<b>46</b>
<b>Grande Guerre</b>	
Octobre 1918 les oubliés de Salonique	<b>48</b>
<b>Kiosque</b>	<b>50</b>

**Valérie Lecasble**, directrice de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense

**N° 428**  
ARMÉES D'AUJOURD'HUI.

**Directrice de la publication**  
Valérie Lecasble

**Chef du département rédactions**  
Col (air) Gilles André

**Chef du bureau magazine**  
Paul Hessenbruch

**Rédactrice en chef**  
CNE (terre) Séverine Bollier (09 88 67 29 18)

**Secrétaire générale de rédaction**  
Sybille Prenel



D I C O D

### Rédaction

Aude Borel, EV 2 Thomas Casaux,  
EV 2 Nicolas Cuoco Pablo Agnan

### Service icono / photos

Patrice Mayon, Pascal Segrette,  
MCH Anthony Thomas-Trophime

### Mise en page

Bureau des Éditions – Dicod

### Chef de fabrication

Jean-François Munier (09 88 68 61 80)

### Contact rédaction

armeesdaujourd'hui@dicod.defense.gouv.fr

### Impression

Imprimerie de la DILA  
Direction de l'information légale et administrative  
26, rue Desaix, 75015 Paris

### Dépôt légal

Février 2003. Dicod, 60, boulevard du Général Martial  
Valin – CS21623, 75509 Paris Cedex 15  
N° ISSN : 0338 - 3520

### Abonnement (ECPAD)

Formulaire téléchargeable sur [ecpad.fr](http://ecpad.fr) / 01 49 60 52 44  
[routage-abonnement@ecpad.fr](mailto:routage-abonnement@ecpad.fr)

### Régie publicitaire (ECPAD)

01 49 60 58 56 / [regie-publicitaire@ecpad.fr](mailto:regie-publicitaire@ecpad.fr)

### Couverture

© Anthony Thomas Trophime/DICoD



@Defense\_gouv



Ministère des Armées

Le 16 juillet, la Patrouille de France (PAF) a survolé les Champs-Élysées, à Paris, pour célébrer la victoire en Coupe du monde de football de l'équipe de France. Deux jours auparavant, la PAF avait également survolé la célèbre avenue en ouverture du défilé du 14 Juillet.

Photo : Simon Guillemin/ AFP







Comme le veut la tradition, les familles attendaient à quai l'équipage du bâtiment de projection et de commandement *Dixmude*, revenu le 20 juillet dernier à Toulon. Partis le 26 février pour effectuer la mission Jeanne d'Arc, les élèves officiers de l'École navale et leurs encadrants à son bord ont ainsi terminé leur déploiement à la mer, ultime étape de leur formation pratique en tant qu'officier de la Marine nationale.

Photo : Benoit Emile/ Marine nationale





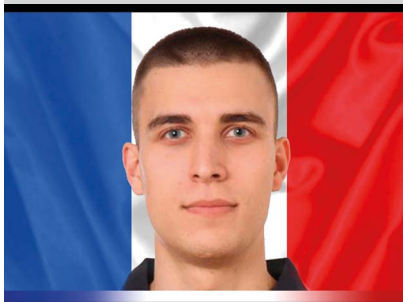
Dans le viseur du tireur d'élite du 1<sup>er</sup> régiment de parachutistes d'infanterie de marine, un homme jouant le rôle d'un terroriste. Le 14 juillet dernier, une manœuvre inédite a permis aux forces spéciales d'effectuer un exercice d'évacuation d'otages retenus à la Seine Musicale, une salle de spectacle située sur l'île Seguin, à Boulogne-Billancourt, dans les Hauts-de-Seine.

Photo : Anthony Thomas-Trophime/ Dicod





## In memoriam Caporal Geoffroy Henry



**F**lorence Parly, ministre des Armées, et Gérard Collomb, ministre d'État, ministre de l'Intérieur, ont fait part de leur plus profonde émotion et de leur grande tristesse après l'annonce du décès en service d'un sapeur-pompier de Paris, violemment agressé au cours d'une intervention à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), le 4 septembre. Ils témoignent de toute leur compassion et de leur sympathie pour les familles des trois militaires atteints, et assurent les militaires de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) et, plus largement, l'ensemble des sapeurs-pompiers du pays, de leur soutien indéfectible alors qu'ils risquent chaque jour leur vie pour sauver celle des autres. Alors qu'ils étaient engagés à domicile pour une mission de secours à personne, trois militaires de la BSPP, dont un sapeur de 1<sup>re</sup> classe âgé de 27 ans, et son chef, un sergent âgé de 34 ans, ont été très grièvement blessés par un individu auquel ils étaient venus porter assistance. Malgré les premiers secours donnés par son coéquipier ainsi que les soins prodigués par ses camarades et les équipes médicales immédiatement appelées en renfort, le sapeur de 1<sup>re</sup> classe (promu au grade supérieur) n'a pu être ramené à la vie.

## Création

### L'AGENCE DE L'INNOVATION PREND SON ENVOL



© DGA.COM

**L**e 1<sup>er</sup> septembre, Florence Parly, ministre des Armées a nommé Emmanuel Chiva, au poste de directeur de l'Agence de l'innovation. Cette agence, rattachée au Délégué général pour l'armement est l'acteur central de la nouvelle stratégie d'innovation du ministère des Armées. « Elle va rassembler tous les acteurs du ministère et tous les programmes qui

concourent à l'innovation de défense. Elle sera le phare de l'innovation du ministère, ouverte sur l'extérieur. Elle sera tournée vers l'Europe, visible à l'international. Elle permettra l'expérimentation, en boucle courte avec les utilisateurs opérationnels », a déclaré Florence Parly, ministre des Armées, le 28 août à l'université d'été du MEDEF. Agé de 49 ans, Emmanuel Chiva travaille depuis plus de 20 ans dans les domaines de l'intelligence artificielle et de la simulation militaire. « C'est l'homme de la situation : il connaît la défense, il connaît l'entreprise, il connaît l'innovation et possède une inépuisable envie d'entreprendre », a expliqué Florence Parly pour qualifier la nomination du nouveau directeur.

## Rapport de l'IRSEM

### SE PROTÉGER CONTRE LES MANIPULATIONS DE L'INFORMATION

**L**e directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, a dévoilé mardi 4 septembre le rapport sur les manipulations de l'information, réalisé conjointement avec le Centre d'analyse, de prévention et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Ce rapport de

212 pages, disponible sur le site internet de l'IRSEM, résulte d'une série d'enquêtes de terrain menées dans de nombreux pays. Il a vocation à saisir la nature du problème et à identifier les bonnes pratiques mises en œuvre sur les plans institutionnels et civils. En conclusion, ce rapport formule 50 recommandations pour se protéger face aux tentatives de manipulation de l'information.

**Le Journal de la Défense (#JDEF), diffusé tous les dimanches à 19h 30 sur la chaîne LCP, vous propose de découvrir les bâtisseurs du désert.**



Bataille d'Amiens : symbole de l'union des forces alliées et de leur victoire locale, qui va les conduire vers la victoire totale deux mois plus tard. 🇫🇷 Explications en images 📍  
#Amiens100 #Centenaire #1GM #WW1



**LE TWEET QU'IL NE FALLAIT PAS MANQUER**

## Rentrée scolaire

# 100 MILLIONS D'EUROS POUR LES LYCÉES DE LA DÉFENSE

**P**lus de 4 000 élèves et étudiants ont fait leur rentrée le 3 septembre au sein des six établissements scolaires que compte le ministère des Armées. À cette occasion, Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, s'est déplacée au Prytanée national militaire de La Flèche, afin d'aller à la rencontre des élèves et de leurs encadrants, mais également pour y présenter des mesures en faveur des lycées de la Défense. Soutenus



© PASCAL SEGRETTE/IDICOD

par la Loi de programmation militaire 2019-2025, les lycées bénéficieront d'une enveloppe de 100 millions d'euros d'ici 2025 afin d'améliorer l'état de leurs infrastructures. Les lycées de La Flèche, Saint-Cyr-l'École et Autun – et en particulier leurs internats – en seront les premiers bénéficiaires. Pour répondre aux besoins des armées, le panel des formations sera élargi et diversifié, notamment dans les domaines cyber, mécatronique et maintenance aéronautique, avec l'ouverture de classes de BTS et post-bac.

**4 000**

**postes civils sont à pourvoir au sein du ministère des Armées, dans tous les domaines, dans tous les métiers, partout en France.**

**“ La France doit affirmer sa place dans l'espace afin de garantir sa souveraineté. ”**

Florence Parly, ministre des Armées, à l'occasion d'une rencontre avec les journalistes professionnels de l'aéronautique et de l'espace, le 6 septembre.

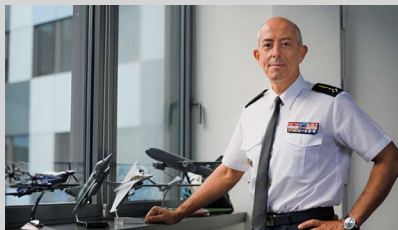
**1 200**

**véhicules légers tactiques polyvalents, le VT4, ont été commandés le 5 septembre pour l'armée de Terre.**

## Passation

### Nouveau chef d'état-major de l'armée de l'Air

**L**e général d'armée aérienne Philippe Lavigne est devenu le chef d'état-major de l'armée de l'Air française, le 31 août 2018. Il succède ainsi au général André Lanata, qui rejoint le commandement suprême de la transformation de l'Otan. Pilote de chasse en 1989, le général Lavigne sert en unité opérationnelle sur Mirage 2000 lors des opérations en ex-Yougoslavie et en Irak. En 2001, il prend le commandement de l'escadron de chasse 1/5 « Vendée ». En 2003,



il devient l'expert air de la planification stratégique au CPCO. Il rejoint l'État-major de l'armée de l'Air. En 2008, il est auditeur du CHEM et de la session nationale de l'IHEDN. À l'été 2009, il est nommé sous-

directeur en charge des exportations de matériels de guerre au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, à Paris. Trois ans plus tard, il est nommé directeur de l'information du chef d'état-major des armées. Nommé général de brigade aérienne, en 2015, il prend le commandement de la brigade aérienne de l'aviation de chasse à Dijon, puis à Bordeaux-Mérignac en septembre 2015. En juillet 2016, il devient chef de cabinet auprès du chef d'état-major des armées.

## Nomination

### L'AMIRAL PHILIPPE HELLO DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES DU MINISTÈRE



© GERWAN RABOT/SGA

**L**e vice-amiral d'escadre Philippe Hello a été nommé directeur des ressources humaines du ministère des Armées le lundi 3 septembre 2018. Il

succède à Anne-Sophie Avé, dont il était l'adjoint depuis janvier 2016. Entré à l'École navale en 1980, il a participé à de nombreux déploiements opérationnels, comme lors de l'opération « *Restore Hope* » en Somalie, puis en Adriatique lors de la mission « *Sharp Guard* » durant les conflits de l'ex-Yougoslavie. Il a commandé la frégate *Courbet* durant l'opération « *Enduring Freedom* » en 2003, pendant le conflit en Irak, et le bâtiment de projection et de commandement *Tonnerre* dont il a assuré l'armement et la première mission de longue durée. Il a également été directeur et commandant de l'École navale de 2012 à 2015.

## Forum Innovation Défense

### UNE PREMIÈRE À PARIS EN NOVEMBRE

**L**e premier Forum Innovation Défense se déroulera à Paris à la Cité de la Mode et du Design, quai d'Austerlitz, du jeudi 22 novembre au samedi 24 novembre 2018. Il sera ouvert au public et de nombreuses animations seront proposées toute la journée du samedi 24 novembre. Les visiteurs pourront y rencontrer des industriels, des PME, des *start-up*, des chercheurs, des investisseurs, des acteurs publics, des étudiants et des innovateurs, pour échanger et préparer ensemble les armées de demain. Seront présentés,

lors de ce Forum, plusieurs projets et actions innovantes développés au sein du ministère des Armées, dans les domaines de l'innovation scientifique et technologique, de l'innovation opérationnelle, de l'innovation dans tous les domaines du soutien nécessaire aux forces armées, (habillement, alimentation, administration...). Ce Forum Innovation Défense s'inscrit dans le cadre de la semaine de l'innovation publique, qui se déroulera du 19 au 25 novembre 2018.



© AFP

## RENDEZ-VOUS

### Exposition

#### Les armes savantes, 350 ans d'excellence militaire à Versailles

Du **15 septembre au 9 décembre 2018**, l'exposition présente les liens entre le territoire versaillais et les innovations militaires. Celle-ci met en scène une sélection d'objets, d'œuvres et de documents provenant des collections d'institutions patrimoniales nationales et versaillaises mais également des documents et objets conservés par des institutions militaires et des industriels de l'armement basés à Versailles.

### Théâtre

#### Moi, soldat inconnu



Cette pièce de théâtre nous fait vivre le quotidien de deux Poilus dans une tranchée française et de la femme de l'un d'eux loin du front. Cent ans après, la Grande Guerre aux millions

de morts laissera des générations dans l'incompréhension et la haine de la guerre. Une histoire émouvante portant un message d'espoir, d'entraide et d'humanité. Elle est visible **jusqu'au 21 octobre**, au théâtre Montmartre Galabru, du mercredi au samedi à 19h30 et le dimanche à 19 heures.

### Exposition

#### Un Tigre au Palais Bourbon

À l'occasion du centenaire de l'armistice de 1918, pour célébrer l'Année Clemenceau, l'Assemblée nationale ouvre ses portes du **15 septembre au 13 octobre 2018** pour une exposition inédite, intitulée « *Clemenceau, un Tigre au Palais Bourbon* ». Manuscrits, affiches, œuvres d'art, tableaux, pour la plupart méconnus, y sont rassemblés pour retracer la vie de l'un des plus illustres Français.

# Irak

## Former pour rendre autonome

Installées à Bagdad et à Abou Grahیب depuis 2015, les task forces françaises Narvik et Monsabert poursuivent leur mission de formation au profit de l'armée irakienne. Près de 9 000 soldats ont déjà bénéficié du savoir-faire de ces deux détachements opérationnels dans différents domaines : combat en zone urbaine, lutte contre les engins explosifs, renseignement, transmissions...

*Par Nicolas Cuoco*

*Photos : Anthony-Thomas Trophime/Dicod*







**A**u Moyen-Orient, en ce début de juillet, un village reconstitué proche de Bagdad vient d'être libéré des mains de Daech. Chaque habitation est fouillée de fond en comble par une équipe d'élèves de l'*Iraqi Counter Terrorism Service* (ICTS), les forces de contre-terrorisme. Sous un soleil de plomb et dans une atmosphère irrespirable en raison des 50 °C qu'affiche le thermomètre, ses hommes vérifient que l'ennemi s'est dérobé et que chaque maison est bien abandonnée. Porte, réfrigérateur, téléphone, lait infantile... N'importe quel objet peut être piégé. Tout doit être inspecté.

Si la séquence du jour est simulée, la menace, elle, est bien réelle : les explosions dues aux engins explosifs improvisés (IED) représentent l'une des causes principales de décès dans la région. Après avoir été chassé par la coalition internationale dans les plus grandes villes irakiennes, Daech a changé de mode opératoire. Le groupe islamiste a semé sur son passage de nombreux pièges explosifs afin d'accroître le nombre de ses victimes. Un changement

de stratégie décrypté par l'adjudant irakien Haider, l'un des artisans de la reconquête de Ramadi, désormais instructeur contre-IED à l'ICTS : « *Aujourd'hui la situation en Irak est bien différente. Depuis les batailles de Mossoul et Falloujah, l'ennemi ne vient plus au contact et les combats ne se font quasiment plus en face à face.* »

En mars 2015, tandis que les affrontements font rage et que l'armée irakienne est décimée par les pertes des batailles face à Daech, le gouvernement irakien demande à la coalition de venir lui prêter main-forte pour former son armée. La France décide d'apporter tout son savoir et son expertise. Elle constitue les task forces (TF) Narvik et Monsabert, chargées de dispenser une instruction générale et adaptée aux besoins des forces irakiennes.

Ces deux détachements français se voient confier la mission, au sein de la coalition *Operation Inherent Resolve* (OIR), de rendre l'armée irakienne plus autonome et capable de former ses propres forces.

Depuis plus de trois ans, les TF Narvik et Monsabert ont participé à la préparation de près de 9000 soldats dans le cadre de formations spécifiques : combat en zone urbaine, combat d'infanterie, sauvetage au combat, lutte contre les engins explosifs. La France a aussi permis la création d'infrastructures dédiées à la formation.

Frédéric Parisot, représentant national de théâtre pour l'opération Chammal. Pour autant, le cadre de la mission reste bien défini. L'idée n'est pas de faire, mais d'apprendre à faire. Pendant les séquences d'entraînement, les militaires français gardent leurs distances. « *Nous sommes présents à Bagdad afin d'améliorer les capacités de commandement et les savoir-faire tactiques des troupes irakiennes. Nous nous mettons en retrait de chaque exercice de l'ICTS, observons et à la fin nous débriefons avec l'instructeur irakien. Nous leur apportons notre pédagogie, en aucun cas nous n'intervenons pendant l'instruction* », affirme le lieutenant-colonel Yves, commandant la task force Narvik.

### RÉCUPÉRER DES INDICES

Ce jour-là, une fois le plan établi et les rôles répartis, une dizaine de soldats des forces de contre-terrorisme, déterminés et en formation, pénètrent, armes à la main, dans une habitation désertée. Si leur progression est permise par leur vigilance et l'usage de leur détecteur de mines (DHPM), les soldats irakiens sont contraints de ralentir : un lance-roquettes a été abandonné dans une pièce par l'ennemi. Afin de vérifier que ce dernier n'est pas piégé, ils décident de pratiquer la technique du *hook-and-line*, consistant à relier un objet à un fil par l'inter-

“

Nous nous mettons en retrait de chaque exercice, observons et à la fin nous débriefons avec l'instructeur irakien.

”

À quelques kilomètres de l'aéroport de Bagdad, la TF Narvik est installée au sein même de l'académie des forces de contre-terrorisme irakiennes. Ici, une quarantaine de militaires français issus de l'infanterie et du génie vivent au quotidien avec les Irakiens. Cette proximité permet une relation très directe. « *C'est une véritable particularité de ce détachement. Cette spécificité nous assure une certaine notoriété chez les Irakiens* », assure le général

médiaire d'un crochet. La section irakienne observe un moment de silence, puis l'un de ses membres tire sur l'arme lourde qui tombe d'un coup sec mais reste comme endormie au sol. Satisfaits, les soldats irakiens, portés par leur enthousiasme, continuent la progression dans l'habitation, oubliant l'obstacle précédant, sous l'œil de l'instructeur irakien. L'adjudant Haider intervient alors, mécontent des erreurs de ses élèves. « *Votre mission* ●●●



2



4



3

**1 et 2** Dans le cadre d'un exercice, une dizaine de soldats irakiens investissent un bâtiment de l'académie des forces de contre-terrorisme et sécurisent l'habitation abandonnée.

**3** Un lance-roquettes potentiellement piégé a été abandonné. L'un des stagiaires, sous le regard de son instructeur de l'*Iraqi counter terrorism service* et d'un moniteur de la task force Narvik, attache l'arme pour effectuer une traction à distance.

**4** L'instructeur irakien débriefe la séance d'instruction contre-IED encadré par le militaire français.



5 La task force Monsabert a en charge la formation de l'état-major de la 6<sup>e</sup> division d'infanterie irakienne. L'enseignement comprend une approche académique avec la résolution d'exercices théoriques.

6 Une formation sur le déplacement en convoi est dispensée par la task force Narvik. Un instructeur irakien conduit la séance.

7 Dans le scénario de l'exercice, le convoi est attaqué. L'un des assaillants est neutralisé par un stagiaire.







6

●●● principale n'est pas de sécuriser la maison mais de récupérer des indices et donc, dans cette situation, de collecter l'ADN qui pourrait être présent sur cette arme », rappelle l'instructeur. À quelques mètres de là, le sergent-chef français Carter, qui observe l'entraînement, approuve l'instructeur irakien. « Sécuriser la zone est capital, mais les pièges placés ici par l'ennemi ont pour but de faire diversion. Déclencher et détruire n'est pas ce qu'on attend. La mission consiste à faire du renseignement en récupérant de l'informatique, de la téléphonie, des photos, des CD... », précise le sergent-chef Carter.

Malgré tout, le formateur français constate de réels progrès depuis le début de ce stage de huit semaines : « Nous sommes dans la cinquième semaine et l'évolution est bonne. D'un point de vue technique, ils savent manier le hook-and-line et le DHPM. Dans la tactique, on observe plus de préparation et une vraie réflexion, notamment avec l'élaboration de plans. »

À quelques kilomètres de l'académie des forces de contre-terrorisme, au nord-ouest de Bagdad, dans la zone d'Abou Ghraib, la TF Monsabert prodigue des conseils au profit de l'état-major de la 6<sup>e</sup> division d'infanterie irakienne. Composée d'une soixantaine de militaires français, elle a pour mission de rendre l'armée irakienne plus autonome dans le domaine de la planification

et de la conduite des opérations comme dans celui de l'entraînement. Depuis 2015, près de 3 000 stagiaires ont été formés en participant à l'un des 257 stages organisés dans les domaines des opérations, du renseignement, du génie, de la logistique et des transmissions. Pour la séance du jour, le cours s'effectue dans une salle à l'école d'artillerie. Une dizaine d'officiers irakiens, instructeurs, planchent sur un exercice théorique. Alors que les forces de contre-terrorisme s'exercent en extérieur de jour comme de nuit, ici le rythme est moins soutenu, les horaires plus flexibles. Il est moins question d'entraînement physique que de tactique. Cette approche académique reste indispensable selon le lieutenant-colonel Éric, référent français artillerie, dont la mission est de former les instructeurs irakiens et de les entourer. « Je travaille en plusieurs étapes. La première phase de mon instruction est basée sur la pédagogie. Durant 10 jours, les stagiaires suivent des cours sur le calculateur composante des vents. Cet outil indispensable à l'artilleur permet de définir des éléments de tirs et de les corriger », explique l'officier français. C'est avec cet accessoire qui intègre toutes les notions fondamentales de l'artillerie qu'il juge le niveau de ses homologues irakiens. « Il y a des choses à améliorer dans l'organisation, notamment en ce qui concerne la position des observateurs, qui vont être "les yeux du canon", au plus près du combat », souligne le lieutenant-colonel Éric. La vraie force des

“

L'idée est d'avoir d'ici deux ans une armée capable d'assurer la sécurité de tous les Irakiens.

”

artilleurs irakiens réside dans leur motivation. « Ils sont demandeurs et surtout très à l'écoute », ajoute le formateur.

Il faut dire que dans le domaine de l'artillerie, la France jouit d'une grande crédibilité aux yeux des Irakiens comme des membres de la coalition internationale. Une notoriété due à son passé historique et aux récents résultats opérationnels de la task force Wagram qui, aux portes de la Syrie, a contribué significativement aux combats contre Daech. Cette troisième TF fait partie intégrante de la

mission Chammal, puisqu'elle constitue le volet « appui » avec sa mission de frappes et de renseignement. La prochaine étape, pour les instructeurs irakiens et les encadrants français, sera de réaliser un tir dans les semaines à venir.

Retour avec la TF Narvik. Radwaniyah Palace, l'une des anciennes demeures de Saddam Hussein dans laquelle la nature a repris ses droits, accueille une nouvelle session d'entraînement. Un lieu parfait pour la formation au drive, l'apprentissage du déplacement en convoi. L'exercice se veut simple : progresser d'un point A à un point B dans une zone censée être sécurisée.

### EMBUSCADE SUR LA ROUTE

Après quelques kilomètres, l'entraînement prend une tout autre dimension lorsqu'une embuscade surprend le convoi par une route perpendiculaire. Assez rapidement, deux hommes cagoulés sont neutralisés par les forces de contre-terrorisme mais l'essentiel est ailleurs. « Nous observons comment les stagiaires positionnent les véhicules face au danger. Tactiquement, chaque voiture joue un rôle important pour la sécurité de tous », explique le sergent Nono. Ce jour-là, les 30 hommes de l'ICTS réagissent bien et sécurisent la zone rapidement. « Les forces irakiennes ont atteint un niveau tactique qu'elles n'ont pas eu depuis très longtemps », assure le général Parisot. Il faut qu'ils passent d'une configuration conquête de terrain à tenue de terrain. L'idée est d'avoir d'ici deux ans une ar-

mée capable d'assurer la sécurité de tous les Irakiens et également de pouvoir les protéger à l'extérieur de leurs frontières. » Au mois de mai, les élections législatives ont démontré la montée en puissance opérationnelle de l'armée irakienne. Cette dernière, chargée de la sécurité du déroulement du vote, a assuré sa mission sans qu'aucun incident ne soit à signaler. Après quinze années de guerre, de conflits confessionnels et de terrorisme, les Irakiens peuvent désormais songer à un avenir plus radieux. ●



A photograph of a fighter jet, likely a Dassault Rafale, inside a large hangar. A soldier in camouflage uniform is standing in the foreground, looking towards the aircraft. The hangar's structure is visible, and the background shows a desert landscape through the open hangar doors.

# Traque dans le désert depuis **Niamey**

En juin dernier, dans le cadre de Barkhane, plusieurs éléments de la base aérienne projetée de Niamey, au Niger, ont participé à l'opération Bani Fonda. Chasseurs, drones, avions de transport et un aéronef de la Marine nationale ont ainsi pris part à cette action visant à mettre hors de combat des groupes armés terroristes dans le Sahel.

*Texte et photos Thomas Casaux*

**S**ur les murs extérieurs du centre des opérations (CO) de la base aérienne projetée (BAP) de Niamey, au Niger, quatre mots peints sur des planchettes en bois : respect, service, intégrité, excellence. Valeurs cardinales de l'armée de l'Air, ils rappellent le haut niveau d'exigence que se sont fixé les membres des différents détachements opérant à Niamey. « *La BAP est l'un des principaux hubs stratégiques de l'opération Barkhane. Matériel, troupes ou encore ravitaillement y transitent. Son positionnement est par ailleurs idéal pour mener des opérations aériennes. Nos capacités de combat complètes permettent d'intervenir sur toute la bande sahélo-saharienne (BSS)* », résume le colonel Gauthier, commandant de la BAP. En ce vendredi de juin, une mission va de nouveau démontrer le caractère hautement stratégique de la base. À 13 heures, un message du poste de commandement interarmées de théâtre tombe, faisant passer l'alerte à 30 minutes. « *Un Mirage doit pouvoir décoller dans ce laps de temps une fois l'ordre donné. Cela veut dire qu'il se passe quelque chose sur le terrain* », explique le capitaine Hervé, pilote du détachement chasse qui compte deux Mirage 2000 C et deux Mirage 2000 D. Ce jour-là, dans le cadre de l'opération Bani Fonda, une section commando malienne opère aux côtés d'un détachement de Barkhane au sud-est de Tombouctou, dans la région d'Inabelbel. Ils doivent reconnaître et sécuriser un oued servant de refuge à un groupe armé terroriste (GAT). La patrouille

commence, officier renseignement, et le sergent Alex, interpréteur analyste images, collectent le maximum de données. « *Nous croisons les informations que nous recevons pour fournir aux pilotes la meilleure appréciation possible de la situation au sol* », explique la lieutenant Clémence. Localisation, topographie, météo, forces en présence, trafic aérien, nom de code pour confirmer le contact avec les soldats au sol... Rien n'est laissé au hasard. L'équipage du 2000 D, une fois le briefing de l'officier renseignement effectué, part s'équiper. Le sergent Christophe, mécanicien, coordonne ses hommes pour achever les préparatifs en vue de la reconnaissance du Mirage avec le pilote. « *Nous tenons toujours un aéronef prêt à décoller pour répondre à ce type de situation* », précise-t-il.

Après les ultimes vérifications réalisées avec promptitude et précision, le pistard guide l'appareil de chasse qui est escorté depuis son hangar jusqu'à la piste par les pompiers de l'Air. Au décollage, le pilote veille à raser le sol plus longtemps qu'à l'accoutumée, car les fortes chaleurs imposent une plus grande vitesse pour s'arracher à la piste. L'air chaud étant moins dense, il offre moins de portance aux ailes. Sans ravitaillement, l'autonomie de vol de l'aéronef est d'une heure trente.

Lorsque le Mirage 2000 D arrive sur zone, deux hélicoptères Gazelle sont déjà présents. Ces derniers ont réalisé des tirs destructeurs sur les pick-up ennemis. L'avion effectue alors un *show of force*, autrement dit un passage pour intimider l'ennemi. Sur la base aérienne



capitaine Sébastien. Le Mirage 2000 D effectue un *warning shot* pour localiser au mieux les cibles par rapport aux indications fournies par le NFO, puis engage l'ennemi. « *Ce type de missions engendre toujours un pic d'adrénaline important et du stress* », précise le capitaine Pierrick.

Dans le même temps, un autre aéronef est à pied d'œuvre. Il s'agit d'un des cinq drones Reaper du détachement qui a été redirigé pour appuyer et guider l'hélicoptère Tigre ayant rejoint la zone de combat depuis Gao. « *L'appareil venait juste de se poser à Niamey lorsqu'il a reçu l'ordre de redécoller pour rejoindre la zone d'affrontement à une heure vingt de vol* », explique le capitaine Cyril, coordinateur tactique sur drone. Le temps de changer l'équipage de quatre membres, et le drone redécollé. « *Une fois sur zone, le NFO nous a dirigés vers le nord du périmètre d'accrochage pour suivre trois ennemis isolés qui cherchaient vraisemblablement à fuir* », précise le capitaine Cyril. Le tir de Gazelle, qui a considérablement réduit les capa- ●●●

“ Le commandement interarmées de théâtre fait passer l'alerte à 30 minutes. Un Mirage doit pouvoir décoller dans ce laps de temps une fois l'ordre donné. ”

a surpris ce dernier en arrivant par l'ouest d'une zone boisée qu'elle soupçonne d'être un repaire de terroristes. Aussitôt, une vingtaine de djihadistes engagent le détachement franco-malien. Rapidement, un appui aérien est demandé. L'ordre de décoller est donc donné à 13h 15. Au centre des opérations de la BAP, la tension monte. La lieutenant Clé-

projetée, le deuxième équipage, composé du capitaine Sébastien, le navigateur, et du capitaine Pierrick, le pilote, se prépare à prendre le relais. Il décolle une heure après le premier. « *Une fois sur place, le NFO (National Fires Observer), spécialiste de l'appui aérien au sol, nous a demandé d'effectuer un tir sur un groupe d'ennemis à découvert* », relate le ca-



2

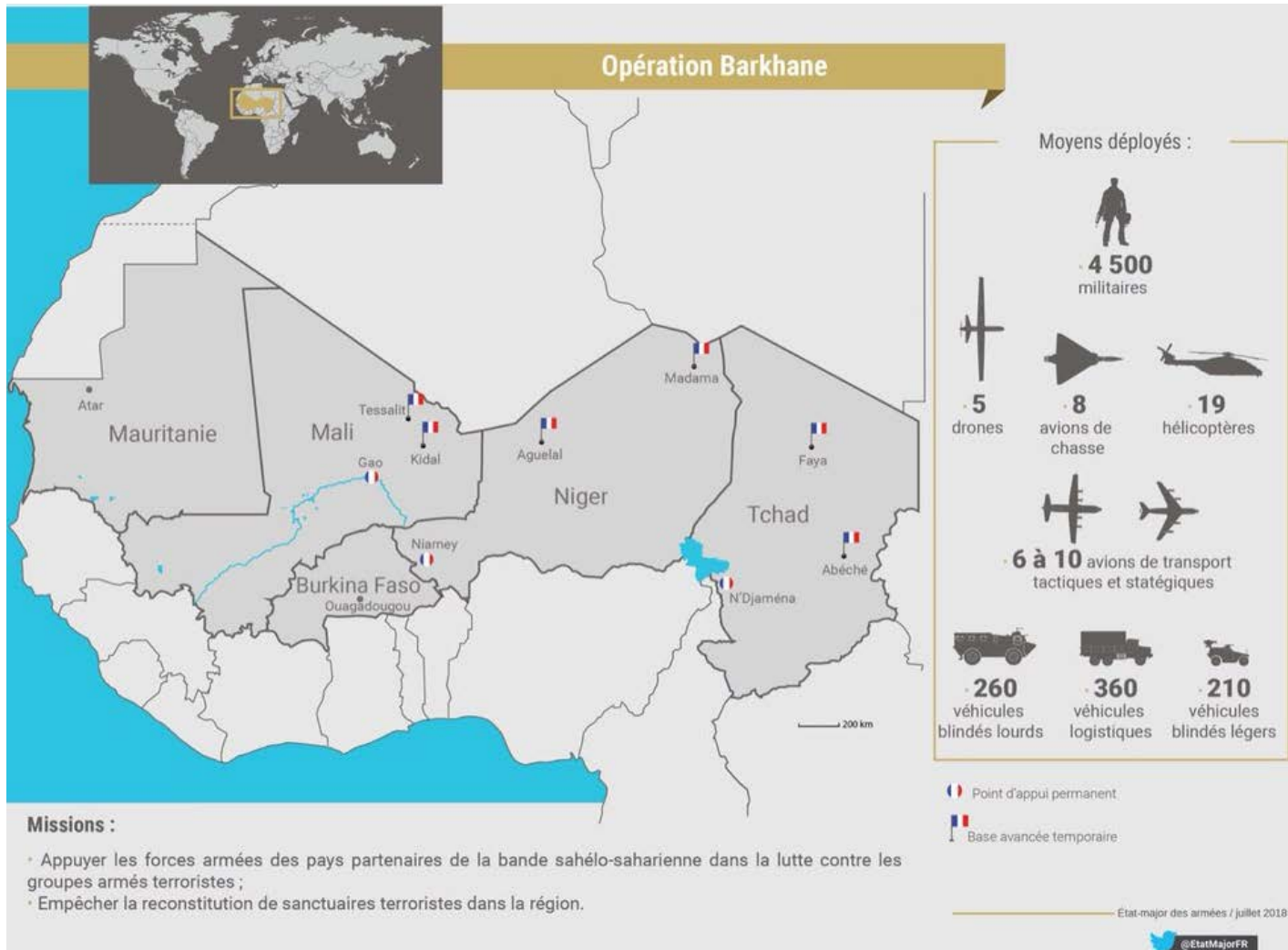


3

**1** Départ en mission pour l'équipage de l'un des deux Mirage 2000 D de la base aérienne projetée (BAP) de Niamey.

**2** Sous un hangar, l'un des cinq drones Reaper utilisés dans le cadre de Barkhane.

**3** Un coordinateur tactique drone traite en temps réel les images prises par l'un des Reaper.



**4** Sur le tarmac de Niamey, les marins du ciel préparent l'Atlantique 2 pour un départ en mission.

**5** Un militaire dirige la manœuvre de chargement d'un Transall C-160 en vue d'un largage.





●●● cités de déplacement du GAT, a eu pour effet de disperser l'ennemi. Pourtant, au sol, le groupe franco-malien poursuit le combat contre les groupes armés terroristes. Après trois heures d'investigations, le drone pointe avec un faisceau laser deux cibles pour que le Tigre puisse les engager. « *Même si nous restons sur base pour opérer, c'est comme si nous étions sur le terrain* », souligne l'opérateur caméra. « *C'est gratifiant de se dire que notre travail de renseignement et d'appui au sol peut influencer le cours d'une mission* », résume l'interpréteur images. Ce jour-là, l'action combinée des différents moyens engagés a permis la mise hors de combat d'une quinzaine de terroristes, de saisir et de détruire deux pick-up, six motos, des munitions et de l'armement. Le commandant du détachement drones souligne la grande faculté d'adaptation de ses hommes : « *Le drone a décollé sans avoir*

*toutes les informations. Elles sont arrivées au compte-gouttes. L'équipage a été mis à rude épreuve.* » Pour le capitaine Sébastien, « *le NFO a effectué un travail de coordination exceptionnel entre les forces au sol, la chasse, les hélicoptères et le drone* ». Le lendemain, la mission se poursuit. À 8 heures débute le briefing opérationnel de l'équipage de l'Atlantique 2 (ATL2). Dans la salle Guynemer qui accueille le détachement de cette quinzaine de marins du ciel, sur une pancarte près de la porte, une série de dates rappelle que l'aéronautique navale n'en est pas à son galop d'essai au Sahel « *Aujourd'hui, nous allons appuyer des troupes françaises et maliennes pour de nouveau ratisser la zone où eu lieu l'accrochage hier* », résume le lieutenant de vaisseau Yves, coordinateur tactique, tout en faisant sur le parking avions les vérifications armement des deux bombes GBU-12 qu'emportera l'aéronef.

*avons signalé un troupeau de bétail indiquant la présence certaine de civils dans la zone, mais aussi des individus potentiellement hostiles se déplaçant avec plusieurs mules chargées.* » Au moment de quitter la zone de mission, l'ATL2 transmet les renseignements glanés à la Gazelle qui doit prendre le relais. « *Le groupe armé terroriste GAT était mobile et se déplaçait de manière à être le moins localisable possible. Les terroristes savent très bien de quels moyens nous disposons* », note le lieutenant de vaisseau Peter, chef du détachement ATL2. Au retour, le trajet est perturbé par une tempête de sable puis un orage qui frappent Niamey. « *Avec la saison des pluies et le front intertropical, la météo est assez instable* », explique le premier maître Antoine, premier opérateur. Finalement ces deux perturbations se révèlent aussi brèves qu'intenses : l'ATL2 peut ainsi se poser sur zone. L'équipage débarque, les traits tirés mais le regard empreint d'une certaine satisfaction. « *Nous rentrons tous en ayant rempli la mission* », glisse l'un d'eux. Un peu plus loin, l'équipage d'un Transall C-160 du groupement transport opérationnel (GTO) et des membres du détachement de transit interarmées (Detia) – chargé de soutenir les opérations en transportant le personnel et le matériel nécessaire – préparent le chargement de palettes qui vont faire l'objet d'un aérologage. « *Elles contiennent près de six tonnes de vivres et de munitions pour un ravitaille-*



“ Aujourd’hui, nous allons appuyer des troupes françaises et maliennes pour de nouveau ratisser la zone où a eu lieu l’accrochage hier. ”

Cette mission est dans les cordes de l'ATL2, déployé ponctuellement sur Barkhane pour des missions de renseignement, de reconnaissance armée, de ciblage dynamique ou d'appui feu. « *Nous avons suivi des individus au comportement suspect qui évoluaient autour et à l'intérieur de la zone boisée* », relate le coordinateur tactique. Durant toute la mission, l'ATL2 communique les renseignements recueillis aux troupes déployées. « *Nous leur*

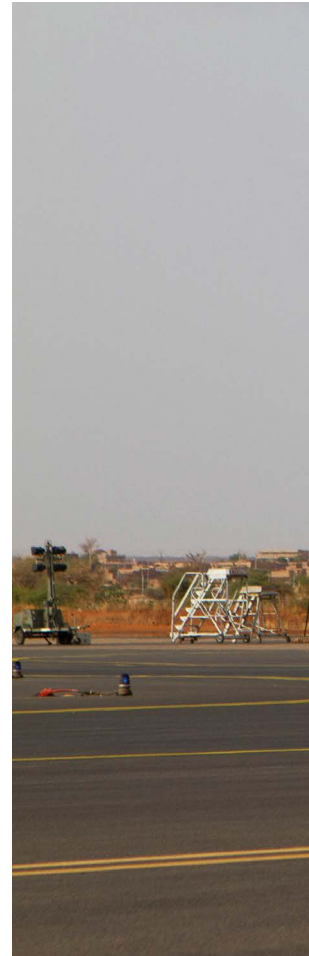
*ment de nuit* », précise le lieutenant Cédric, chef du Detia. « *Le GTO assure de façon permanente le soutien logistique aérien de l'opération Barkhane en tout temps et en tout lieu* », explique le commandant du GTO. « *La base de Niamey n'est peut-être pas située dans le secteur le plus exposé de l'opération Barkhane. Mais sans elle, rien ne serait possible* », conclut le colonel Gauthier. ●

# Atlantique 2

## Vols au-dessus d'une mer de sable

**S'il opère habituellement dans le cadre du combat aéromaritime et de la lutte anti-sous-marine, l'Atlantique 2 est aussi présent sur Barkhane. Inséré dans un environnement entièrement interarmées, cet aéronef de la Marine nationale exécute des missions en complément des différents moyens de renseignement et d'appui aérien intervenant en bande sahélo-saharienne.**

*Texte et photo par Thomas Casaux*



**U**n aéronef à hélices tournantes se prépare à décoller sur le parking avions de la base aérienne projetée de Niamey, au Niger. Sa silhouette bombée de 32 mètres de long rappelant celle d'un vieux bombardier se déplace, guidée par un pistard, pour rejoindre le bout de la piste sous le regard vigilant des pompiers de l'Air. Sur son fuselage gris clair, une cocarde frappée d'une ancre de marine vient marquer son appartenance à l'aéronautique navale. Il s'agit d'un Atlantique 2 (ATL2) de la flottille 23F, déployé ponctuellement pour renforcer le dispositif aérien de l'opération Barkhane. L'avion se prépare à mettre les gaz avec à son bord un équipage constitué d'une douzaine de marins du ciel. Leur vol pourra durer une douzaine d'heures. Dans le cockpit, les deux pilotes se concentrent pour affronter les températures extrêmes de la région. « *L'air chaud est moins dense et offre donc moins de portance à l'avion qui doit accélérer plus longtemps pour décoller* », explique le

lieutenant de vaisseau Peter, pilote et chef de détachement. La vitesse maximale de 648 km/h que peut atteindre l'ATL2 ne sera pas de trop pour faire fendre l'air à ses 46 tonnes. Derrière les pilotes, un rideau sépare le cockpit de la tranche tactique, composée d'une enfilade de postes pour les différents opérateurs dont les consoles de bord fourmillent d'écrans et d'appareils électroniques. Parmi eux, le lieutenant de vaisseau Yves, coordinateur tactique. « *L'ATL2, avion de combat aéromaritime et de lutte anti-sous-marine à nul autre pareil, mène un spectre de missions qui illustrent ses capacités peu communes : patrouille maritime, surveillance maritime, action de l'État en mer et search and rescue* », énumère-t-il avec un soupçon de fierté. Pour lui, l'ATL2 fait figure de « *véritable couteau suisse* », parfaitement adapté aux missions aéroterrestres. « *Nos différents capteurs sont tout aussi bien capables de traiter un navire qu'un pick-up dans des étendues désertiques.* »

Les missions dévolues à ces marins du ciel? « *Nous sommes tel un faucon survolant une zone d'opérations en amont pour reconnaître et renseigner, pour appuyer les troupes au sol durant les opérations et pour assurer un suivi lorsque l'action est achevée*, résume le lieutenant de vaisseau Peter. *En plus d'être en capacité de traiter un objectif avec des bombes guidées laser, nous pouvons également assurer des missions de coordination avec d'autres aéronefs en effectuant des guidages pour désigner une cible.* »

### FAMILIER DU DÉSERT

Pour ces marins, le désert n'est pas une découverte. Le maître Julien, électronicien de bord Getbo (guerre électronique et transmission de bord) était dans l'aéronautique navale depuis à peine six mois lorsqu'en janvier 2013 son ATL2 a été mis en alerte pour participer à l'opération Serval : ce fut sa première mission. Une deuxième participation à Serval et quatre déploiements sur Chamal





se sont insérés entre les missions aéro-maritimes. « Avec la traque des groupes armés terroristes nous changeons complètement de prisme. Nous devons effectuer un intense travail de préparation un mois avant d'être projetés pour bien assimiler les particularités et les enjeux du théâtre d'opérations », commente Julien. Pour le premier maître Antoine, premier opérateur, « il s'agit presque d'un autre métier, mais avec quasi les mêmes moyens ». À son poste, l'aéroterrestre implique en effet des changements notamment dans la navigation. « Voler au-dessus de la terre nécessite une veille aéronautique plus dense. Nous pouvons être plusieurs à tourner autour d'un même point. » Autre objet d'attention : la météo, surtout avec la saison des pluies et le front intertropical qui sévit dans la région. Avant chaque mission, les objectifs potentiels sont localisés dans la zone d'action prévue par la mission pour avoir un fil conducteur pendant le vol. « Nous devons réaliser plus de calculs en amont car notre zone d'action est précisément

définie, ce qui n'est pas le cas en aéro-maritime », précise Antoine. Les points d'intérêt sont également scrutés de près par le premier maître Julien, électronicien de bord Dasbo (détection anti-sous-marine de bord).

## MODIFICATIONS AVANT DÉPART

Quand il ne se trouve pas dans le nez vitré à l'avant de l'ATL2, accessible par un escalier entre les pilotes, pour observer visuellement les objectifs, il s'installe à son poste en tranche tactique pour traiter les images que produit la Wescam. Cette caméra offre une imagerie qui permet d'observer un point avec une grande précision depuis une haute altitude et sur 360 degrés. « Je peux également prendre des photos depuis le nez vitré ou les hublots bullés à l'arrière de la tranche tactique. Les clichés sont traités dans la foulée grâce aux capacités d'analyse d'image de l'équipage », précise le premier maître. Les renseignements acquis peuvent ainsi être rapidement transmis aux

troupes déployées et au commandement. Avant son départ pour l'Afrique, « l'aéronef a subi des modifications pour répondre de manière optimale et rapide aux besoins de transmissions. Un renseignement peut changer le cours d'une mission au sol », explique le Getbo, en charge des transmissions.

En vol, l'Atlantique 2 reste en liaison constante avec le maître Felix, officier de quart opérations, en poste au centre des opérations de la BAP, lui-même en communication permanente avec le commandement à N'Djamena, au Tchad. « Mon rôle me permet d'avoir plus de recul sur les tenants et les aboutissements de la mission en cours grâce aux renseignements. » Il n'est pas rare que l'appareil voie sa mission changer pour rejoindre une cible d'opportunité. « Il faut s'adapter rapidement, mais nous sommes habitués à faire face à l'imprévu », commente l'officier de quart opérations. Il en faut plus pour désarçonner l'équipage, habitué à lutter contre les éléments de la haute mer. ●

# LE PARLEMENT ET LA DÉFENSE

Temps fort de la rentrée parlementaire, l'Université d'été de la Défense est le rendez-vous marquant entre les décideurs politiques et la communauté militaire. Au-delà de l'événement, les parlementaires travaillent au quotidien pour que les questions de Défense avancent au sein de la société.



## Innovation, jeunesse, Europe

### Des engagements concrets

L'Université d'été de la Défense 2018 a tenu, encore une fois, toutes ses promesses. L'occasion pour Florence Parly, ministre des Armées, de revenir sur les actions menées, mais avant tout d'annoncer devant la communauté de Défense ses engagements, lors de son discours de clôture.

Par la rédaction.



© PASCAL SEGRETTE/DICOD

La brigade franco-allemande a pris part à la démonstration dynamique qui a eu lieu à Satory, le 10 septembre, devant les participants à l'UED 2018.

**L'**Europe est « *notre horizon* », l'innovation est « *la condition de notre supériorité opérationnelle* » et la jeunesse est « *le souffle de notre défense* ». Dans son intervention devant les acteurs de l'Université d'été de la Défense (UED), la ministre des Armées, Florence Parly, a rappelé plusieurs de ses engagements. Cet événement a réuni le 10 et 11 septembre en région parisienne les experts du domaine, dont les parlementaires des deux commissions Défense de l'Assemblée nationale et du Sénat. Cette année, pour la 16<sup>e</sup> édition, l'innovation, l'Europe et la jeunesse ont été les trois thèmes centraux « *qui n'en font en réalité qu'un, celui de notre avenir* », a souligné le chef d'état-major de l'armée de Terre, le général Jean-Pierre Bosser, en ouverture des ateliers.

Au cœur de bien des doutes et de bien des passions, l'Europe est la cible d'attaques et de critique. « *Nous l'avons laissée devenir le club Med de la bureaucratie, mais nous sommes à la croisée des chemins. Cela ne peut pas continuer comme avant* », a expliqué Florence Parly. La ministre souhaite en effet redonner du sens à l'Europe en développant des projets concrets pour obtenir des avancées tangibles. À ce titre, les exemples sont nombreux qui permettent aujourd'hui de donner un nouveau souffle, une nouvelle ambition et surtout une nouvelle dimension au projet européen : le fonds européen de défense, la coopération structurée permanente, les projets d'équipements européens, mais aussi l'initiative européenne d'intervention. L'ambition étant de bâtir une culture stratégique européenne et de

favoriser les déploiements communs entre tous les partenaires. « *Restons unis, c'est l'indispensable prémisses à notre succès* », a insisté la ministre.

## LA MODERNITÉ C'EST L'EUROPE

Devant les députés et les sénateurs, elle est aussi revenue sur le vote de la Loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025 portant l'effort national à 2% du PIB. « *Mesurons la marche : en 2019, le budget tutoiera les 36 milliards d'euros, à comparer aux 32 milliards en 2016.* » Pour accroître son efficacité, obtenir plus de souplesse et développer son attractivité, le ministère doit poursuivre sa transformation. Ainsi, 16 chantiers de modernisation sont identifiés : plan famille, accélération des programmes, infrastructures et services de soutien... Sur tous ces dossiers, la ministre s'engage en menant une politique où l'humain est au cœur des armées. « *Nous devons montrer que nous sommes capables d'utiliser ces moyens à bon escient, capables de refonder, de nous transformer.* » Elle a aussi demandé aux parlementaires la plus grande vigilance dans l'exécution de la LPM, mais également dans le suivi des actions menées. « *Ces engagements, ces réformes, nous les menons avec un but. Un but qui ressort de tous les travaux de l'Université d'été de la Défense cette année. L'impératif de la modernité, voilà ce à quoi nous devons répondre. Et cette modernité, c'est l'Europe.* »

## NÉCESSITÉ DE L'INNOVATION

Concernant l'innovation, Florence Parly a réaffirmé qu'elle « *n'est pas un gadget, mais une nécessité.*

*L'innovation, ce ne sont pas des incantations, ce sont des actes* ». Depuis un an, les actions se multiplient. Avec la création de Definvest (le premier fonds d'investissement destiné à soutenir les pépites technologiques de Défense), le lancement du Plan Action PME, l'augmentation des moyens de la recherche et de l'innovation du ministère, mais également la création de l'Agence pour l'innovation de défense, créée officiellement le 1<sup>er</sup> septembre 2018, l'innovation est au cœur des préoccupations et des actions du ministère.

Cette année, se tiendra par exemple, pour la première fois, le Forum de l'innovation de défense, du 22 au 24 novembre à Paris, où industriels, PME, start-up, investisseurs, acteurs publics, et chercheurs répondront présents. « *Nous pourrions alors attirer les talents, provoquer les chances, réfléchir et agir ensemble pour le futur de notre défense.* »

## UNE JEUNESSE IMPLIQUÉE

La ministre a enfin souligné lors de cette UED les initiatives menées auprès de la jeunesse, comme le Service militaire volontaire, le service militaire adapté ou encore la Journée défense et citoyenneté. « *Ce qui me frappe dans cette jeunesse, c'est sa volonté de s'engager, sa quête de sens.* » Pour accompagner le projet du futur Service national universel, aux côtés d'autres ministères, Florence Parly a assuré que ce projet de société « *rassemblera tous les jeunes d'une génération, quels que soient leurs milieux, quelles que soient leurs croyances, leurs origines ou leurs orientations* ». ●



© OLIVIER LE COMTE/EPAD

M<sup>me</sup> Florence Parly, ministre des Armées, lors du discours de clôture de l'UED 2018, à l'École militaire.

## Témoignages

Quatre parlementaires réunis lors de l'Université d'été de la Défense témoignent des échanges constructifs sur l'innovation, la jeunesse et l'Europe et sur l'importance de ce rendez-vous entre la communauté militaire et les politiques.

Par Thomas Casaux et Pablo Agnan

Photos : Pascal Segrette DCoD

**CHRISTIAN CAMBON, sénateur du Val-de-Marne, président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées du Sénat.**

*« Il y a une prise de conscience pour retrouver une autonomie stratégique européenne. »*

« Il y a une prise de conscience des parlementaires et des opinions publiques sur le contexte sécuritaire dans lequel se trouve l'Europe actuellement. Les grandes puissances, qui affirment de plus en plus leurs intérêts et font évoluer le contexte international. L'administration américaine a, par exemple, clairement dit par la voix de son président que l'Europe devait financer sa propre défense et qu'il ne fallait pas éternellement compter sur la présence américaine. Tout cela entraîne une prise de conscience de l'impératif d'agir pour retrouver une autonomie stratégique européenne. L'opinion publique doit comprendre que l'Europe de la Défense doit être une nécessité absolue. On ne pourra pas faire autrement. L'UED est à ce titre un grand forum d'échange qui permet de mieux se comprendre avec nos partenaires européens présents. Il faut avancer par petits pas pour bâtir un projet commun. »



**JOSY POUETO, député des Pyrénées-Atlantiques, membre de la commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale.**

*« Les valeurs qui sont véhiculées et portées par l'Armée sont des valeurs de citoyenneté. »*



« L'UED permet d'être au contact des hommes et des femmes qui sont engagés, soit au plus haut niveau de décision, soit sur le terrain, comme ceux que nous avons rencontrés lors des ateliers de présentation des Armées, à Satory. Cela nous offre la possibilité de voir les matériels et d'échanger sur des thématiques que nous sommes amenés à aborder en commission. Dans le cadre de la Loi de programmation militaire, cela nous permet de vérifier que nous allons dans le bon sens. Je suis particulièrement sensible aux questions qui entourent la jeunesse. Il faut que l'on fasse comprendre aux jeunes qu'ils ont la possibilité d'apprendre de vrais métiers au sein des armées, notamment par le biais d'apprentissages, qui peuvent déboucher sur de belles perspectives au cœur de l'institution militaire. Les valeurs qui sont véhiculées et portées par l'Armée sont des valeurs de citoyenneté. J'espère que le volet défense du Service national universel aura une place essentielle parce que je crois que les jeunes ont besoin d'avoir ce contact avec les militaires pour la transmission de certaines valeurs. Si nous pouvons guider la jeunesse à adhérer à ces valeurs-là, nous aurons réussi quelque chose. »

**ALEXIS CORBIÈRE, Député de la Seine-Saint-Denis, membre de la commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale.**

*« L'UED a le mérite d'apporter une ouverture aux questions de défense aux parlementaires inexpérimentés en la matière. »*



« La vertu que je vois à l'UED, pour le parlementaire que je suis, est d'entendre différentes opinions, celle des industriels d'abord, qui sont des gens très avisés. Nous avons cette particularité en France d'avoir une industrie qui travaille avec l'État depuis longtemps, qui est sensible aux questions de Défense nationale et qui comprend les problématiques de souveraineté. Il ne s'agit pas d'être béat devant leur parole, mais je crois qu'à l'inverse, lorsqu'il y a du dialogue, comme lors de cet événement, des idées peuvent émerger. C'est aussi l'occasion d'échanger avec nos militaires qui sont des personnes de grande qualité et qui ont une vision géostratégique éclairante. Ces journées sont trop courtes pour que les ateliers proposés nous permettent d'avoir une puissante réflexion sur les thématiques abordées. Cependant, elles ont le mérite d'apporter une ouverture aux questions de défense aux parlementaires inexpérimentés en la matière, dont je fais partie. L'UED permet aux parlementaires de sortir des débats politiques qui nous enferment parfois dans des impasses pour laisser place aux questionnements. Il est primordial d'avoir ce type d'échange lorsqu'il s'agit de souveraineté et de Défense nationale. »

**JEAN-CHARLES LARSONNEUR, député du Finistère, membre de la commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale.**

*« Pour les parlementaires, l'UED est un peu la grand-messe de chaque rentrée qui nous permet de préparer le budget. »*



« L'UED est le grand rassemblement annuel de la communauté de Défense. Pour les parlementaires, qui se font souvent les porte-voix des armées, c'est un moment essentiel qui permet de rencontrer l'ensemble des acteurs de cette communauté : industriels, militaires, membres des différents cercles de réflexions... C'est un peu la grand-messe de chaque rentrée qui nous permet de préparer le budget dont nous sommes "les vigies" pour reprendre les mots de Florence Parly. Je suis d'ailleurs plus spécifiquement chargé du budget sur les équipements des forces et de la dissuasion. En tant que député élu à Brest, une cité au cœur de la dissuasion pour sa composante océanique, j'ai un lien avec la Défense qui est assez naturel et évident. En tant que rapporteur de la Commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, j'ai toujours autant de plaisir à rencontrer nos militaires qui sont une source d'information extrêmement importante pour nous aider à mener à bien nos missions. »

## Loi de programmation militaire

### L'esprit de défense règne chez les parlementaires

M<sup>me</sup> Florence Parly devant les députés, le mardi 20 mars 2018, lors de l'examen du projet de Loi de programmation militaire 2019-2025, à l'Assemblée nationale.



© VÉRONIQUE BESNARD/DÉFENSE

À l'Assemblée nationale et au Sénat, députés et sénateurs ont démontré lors du vote de la Loi de programmation militaire que les débats liés aux forces de sécurité des Français dépassaient tout esprit partisan. Tout au long de l'année, la même volonté anime les travaux des parlementaires réunis au sein des commissions permanentes instituées dans les deux chambres.

Par Paul Hessenbruch

« **L**a politique de défense de la France rassemble une large consensus, indépendamment des opinions des uns et des autres. Nos concitoyens ne comprendraient pas que leur sécurité change au gré de majorités politiques mouvantes. La défense de notre pays, de nos soldats, de nos industries, est trop essentielle pour dépendre des humeurs de l'opinion. La Défense a besoin de continuité, de stabilité, de prévisibilité, de fiabilité. En un mot, de confiance. » En septembre 2017, peu de temps après son élection en tant que nouveau président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, Jean-Jacques Bridey avait ainsi résumé l'esprit des parlementaires à l'aune des travaux d'élaboration de la loi de programmation militaire (LPM). Dix mois plus tard, le résultat du vote de la LPM est venu confirmer cette affirmation. Dans les hémicycles de l'Assemblée nationale et

du Sénat – et encore plus au sein des commissions compétentes – les questions de défense dépassent globalement tout esprit partisan. En recueillant une majorité inédite au suffrage, la LPM a traduit l'importance qu'accordent les députés et les sénateurs aux sujets des forces armées.

Parmi les commissions permanentes instituées dans les deux chambres, celles liées à la Défense font figure d'exception. En examinant le compte rendu de la commission mixte paritaire du 18 juin dernier, qui rassemblait les parlementaires des deux commissions, on s'aperçoit qu'au-delà de l'adhésion au texte, les déclarations des députés et sénateurs soulignent cet état d'esprit unique. « Lorsque j'ai présenté ce texte devant la commission et en séance publique, j'ai souhaité qu'il recueille la plus large majorité possible pour montrer à nos armées que la représentation nationale les soutenait », explique





Le chef d'état-major des armées, le général François Lecointre auditionné par, la commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale.

© EMA

Jean-Jacques Bridey. Christian Cambon, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, a tenu lui aussi à saluer le travail « *particulièrement fécond des deux commissions, qui répondent ainsi à une forte attente de nos armées.* »

Pour Hélène Conway-Mouret, sénatrice, le travail s'est effectué en toute transparence, dans un dialogue permanent. « *Mon groupe politique a été heureux de participer activement à l'amélioration du texte. Nous avons enrichi en particulier le volet social, pour améliorer la vie quotidienne des militaires et faire de la LPM une loi à hauteur d'homme.* »

## DES TRAVAUX DIVERS

« *À travers cette loi de programmation militaire, le gouvernement a fait son devoir : il donne aux armées les moyens d'accomplir leur mission. Pour le Parlement, faire son devoir, c'était soutenir cette loi de programmation militaire et l'enrichir par ses amendements. Les travaux préparatoires furent importants et le rythme des auditions très soutenu à l'Assemblée nationale comme au Sénat* », explique Christian Cambon. Cette qualité du dialogue entre deux commissions se prolonge en réalité avec les militaires eux-mêmes. À l'État-major des armées (EMA), le

colonel Frédéric Gout, chargé des relations avec le Parlement, explique que, « *à chaque législature tout est fait par l'EMA et les armées pour accueillir, expliquer et répondre aux interrogations légitimes des parlementaires sur les matériels, les opérations.* »

Si la séquence législative de la LPM a donc été une parfaite démonstration de cet esprit de défense, elle ne doit pas masquer l'essentiel du travail effectué le reste de l'année par les députés et sénateurs. Rapports d'information, auditions, déplacements, sont autant d'activités à mettre à leur crédit. On peut ainsi citer par exemple un rapport d'information sur les enjeux de la numérisation des armées, présenté le 30 mai par les députés Olivier Becht et Thomas Gassiloud, ou encore celui des sénateurs Pascal Allizard, Gisèle Jourda, Noël Guérini et Édouard Courtial intitulé « Pour la France, les nouvelles routes de la soie : simple label économique ou nouvel ordre mondial ? » Grâce à ces travaux parlementaires, les citoyens français ont accès aux informations importantes liées aux forces de sécurité. Les parlementaires contribuent ainsi, à leur manière, à l'indéfectible lien armée-nation. ●

Florence Parly, ministre des Armées est régulièrement auditionnée par les commissions des deux chambres.



© VÉRONIQUE BESNARD

## Services de renseignement

### Le contrôle du Parlement



La députée Yaël Braun-Pivet est actuellement présidente de la Délégation parlementaire au renseignement.

© AFP

**Depuis 2007 quatre députés et quatre sénateurs assurent un suivi parlementaire de l'action du gouvernement en matière de renseignement. Réunis au sein de la Délégation parlementaire au renseignement (DPR) leurs compétences en matière de contrôle ont été renforcées depuis 2013.**

Par Paul Hessenbruch

**P**osez aujourd'hui la question aux services de renseignement de l'État, tous vous diront qu'ils comprennent le rôle et les missions de la Délégation parlementaire au renseignement (DPR) qui contrôle et évalue l'action du gouvernement en la matière.

Pourtant onze ans auparavant, au moment de la création de la DPR, dans ce monde calfeutré du renseignement, sa mise en place pouvait soulever

plus d'interrogations qu'elle n'apportait de réponses. Que venait donc bien faire le législateur dans ces affaires traditionnellement réservées au pouvoir exécutif ?

Pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République, huit parlementaires ont ainsi été chargés de suivre au plus près l'activité des six services de renseignement de l'État. En 2007, le député Guy Tessier devient le premier président de cette nouvelle délégation qui n'a alors officiellement comme mission que « le suivi de l'activité générale des services de renseignement ». Les premières années d'existence de la DPR sont marquées par une période d'approvisionnement mutuel entre les services et les parlementaires. La DPR continue à susciter les curiosités. « *On n'est pas là pour les fliquer* », résumait Guy Tessier. Les rapports d'activité de la DPR pour les années 2009 et 2010, bien que publiés, restent sommaires et la communication sur ses travaux confinée à un public avisé.

Il faut attendre 2013 et les conséquences de l'affaire Mohamed Merah pour que la DPR soit chargée, aux termes d'une nouvelle loi, du « contrôle et de l'évaluation de l'action du gouvernement en matière de renseignement ». « *Cela a été un tournant* », confie Patricia Adam, ancienne présidente de la DPR et de la commission de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale. « *À partir de cette date, les travaux de la délégation se sont amplifiés et diversifiés. Chacun des membres a compris son rôle et ses missions. Le Parlement se devait de répondre aux exigences de transparence des citoyens français.* » Cette année-là, outre les auditions effectuées sur place des principaux responsables des services, le rapport de la DPR rendant compte de ses actions pour l'année 2012 est largement étoffé. Il introduit des recommandations à destination de l'exécutif à partir de l'analyse de la politique suivie et du fonctionnement des services. La DPR trouve son rythme de croisière et sa légitimité. L'idée n'est pas tant de contrôler les services que leur utilisation par le pouvoir exécutif.

## RENFORCEMENT DU CONTRÔLE

« *La DPR est l'une des réponses à la raison d'État si souvent invoquée lorsque l'on traite des problématiques, des missions et des moyens des services. Aujourd'hui, le pouvoir exécutif, à travers l'utilisation des services, agit dans un cadre défini. Le mythe n'a plus lieu d'être* », affirmait Patricia Adam. Au cours de l'année 2016 et au début de 2017, la DPR procède à de nombreuses auditions de responsables des services et effectue plusieurs visites sur le terrain. Elle aura par exemple tenu 20 réunions, se sera déplacée 4 fois, et consacré en tout près de 75 heures à l'information et au contrôle.

Les élections législatives de 2017 marquent un autre tournant, permettant à de nouveaux membres d'intégrer la DPR. Yaël Braun-Pivet, députée et présidente de la commission des lois, prend les rênes de la DPR. Et dans le cadre de l'élaboration de la loi de programmation militaire (LPM), de nouvelles perspectives s'ouvrent. « *La LPM prévoit 4,6 milliards d'euros supplémentaires au titre du renseignement et 1 600 nouveaux postes ! Un contrôle sur de pareilles dépenses n'est pas anormal. Nous sommes donc convenus de mentionner dans le rapport annexé la nécessité de renforcer le contrôle parlementaire sur les activités de renseignement, et l'engagement du gouvernement de proposer une future loi sur le renseignement d'ici 2020, associant le Parlement et prévoyant un renforcement du contrôle parlementaire* », explique Christian Cambon, président de la commission du Sénat. Et de conclure « *Dans une ère de transparence généralisée, les services de renseignement doivent à la fois faire l'objet d'un contrôle renforcé mais aussi conserver la sécurité et la tranquillité nécessaire à des activités aussi sensibles.* »

## LES SIX SERVICES DE RENSEIGNEMENT FRANÇAIS



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ EXTÉRIÈRE (DGSE)



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIÈRE (DGSi)



DIRECTION DU RENSEIGNEMENT MILITAIRE (DRM)



DIRECTION DU RENSEIGNEMENT ET DE LA SÉCURITÉ DE LA DÉFENSE (DRSD)



DIRECTION NATIONALE DU RENSEIGNEMENT ET DES ENQUÊTES DOUANIÈRES (DNRED)



TRACFIN

## COMPOSITION DE LA DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE AU RENSEIGNEMENT FRANÇAIS

### Présidente

M<sup>me</sup> Yaël Braun-Pivet (députée)

### Premier vice-président

M. Christian Cambon (sénateur)

### Deuxième vice-président

M. Jean-Jacques Bridey (député)

### Membres nommés par le président de l'Assemblée nationale

M. Loïc Kervran

M. Patrice Verchère

### Membres nommés par le président du Sénat

M. Michel Boutant

M. François-Noël Buffet

### Membre de droit (président de la commission des lois)

M. Philippe Bas (sénateur)

# Bureau des légendes

## Les secrets de la quatrième saison

La série le bureau des légendes revient sur Canal Plus en octobre. Nouveaux théâtres d'opération, nouveaux personnages et nouvelles dimensions sont au coeur de la saison 4. Avec l'apparition de la Russie.

Par Pablo Agnan

Photos : Top The oligarchs Productions / Canal +

« Les profonds rebondissements de la saison 3 du Bureau des légendes vont avoir des répercussions énormes sur le déroulement de la prochaine saison », prévient Alex Berger, producteur exécutif de la série. Le ton est donné. Pour rappeler les faits, le bureau ne se relève toujours pas du fiasco de « l'affaire Malotru », qui s'est soldé par la mort du désormais ex-patron du service, Henry Dufлот, (Jean-Pierre Darroussin) ainsi que la fuite d'un agent (dit Malotru, alias Guillaume Debailly, joué par Mathieu Kassovitz).

### L'ESPION DES ESPIONS

Ces événements vont propulser l'arrivée d'un nouveau personnage central. « Après les cataclysmes de la saison 3, on se devait de montrer la personne chargée de la sûreté de l'endroit le plus secret des services secrets ». Un rôle crucial donc, incarné par Mathieu Amalric, directeur de



la sûreté de la DGSE, alias JJA, en référence au patron mythique du service de contre-espionnage de la CIA, de 1954 à 1974, James Jesus Angleton. Ce clin d'œil à celui qui était surnommé le « fantôme gris » par ses collègues n'est pas le fruit du hasard : « Le personnage incarné par Mathieu Amalric est brillant, calculateur, attentif et surtout paranoïaque, tout comme l'était Angleton à son époque », précise le cofondateur de The Oligarchs Productions, la société qui produit la série.

L'apparition d'un service de contre-espionnage interne à la DGSE est une nouveauté dans la série. La place que ce volet oc-

cupera sera certainement conséquente dans la narration ; d'une part par la présence de Mathieu Amalric, récompensé deux fois par le César de meilleur acteur, d'autre part par des auteurs en constante recherche d'innovation : « Ils ont mis en place de nouvelles lignes narratives pour que les spectateurs puissent découvrir une autre direction, celle de la protection des secrets », détaille Alex Berger.

### BONS BAISERS DE RUSSIE

Une nouvelle problématique qui s'inscrit dans la suite logique des événements de la série ; Malotru étant déclaré *persona non*

grata en France, recherché à la fois par la DGSE et la CIA, il va trouver refuge en Russie. Là encore, il s'agit d'une nouveauté ; alors que la guerre en Syrie occupait une place importante dans les épisodes précédents, le rôle de Moscou était marginalisé, même si quelques agents du SVR/GRU (service des renseignements extérieurs de la fédération de Russie/direction générale des renseignements de l'État-major des forces armées de la fédération de Russie, NDLR) faisaient de brèves apparitions.

« *Quand notre pays est en guerre, contre Daech en l'occurrence, que l'on a été touché au cœur même de notre chair, il est important d'aborder cette thématique dans la série* », justifie Alex Berger.

Mais depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2017, le regard médiatique s'est tourné vers un autre conflit, plus opaque encore : la cyberguerre. La supposée ingérence russe dans ces élections s'est avant tout manifestée via des groupes de hackers, piratant les courriels d'Hillary Clinton, candidate déçue. Si les allégations concernant la participation active de Moscou restent à prouver, les presses nationales et internationales ne cessent depuis lors de pointer du doigt le gouvernement russe. Un phénomène qui n'a pas échappé aux auteurs de la série : « *Ils passent un temps fou à faire des recherches, à lire, à se do-*



*curmenter pour essayer de voir comment inclure des histoires de la vie réelle dans celle du Bureau des légendes* », précise le producteur exécutif. C'est dans cette logique que la Russie, figure étatique de plus en plus présente sur le plan international, fait sa grande apparition dans la saison 4 du Bureau des légendes, tout comme la cyberguerre. « *Depuis deux ans, à la faveur de la crise syrienne, Poutine a repris les rôles de la géopolitique* », justifiait en avril dernier, le créateur de la série, Éric Rochant, au Figaro. « *Et il a ouvert un nouveau front majeur : la cyberguerre* ».

### LA TAUPE

La nouvelle direction que va prendre cette saison va relancer certains personnages-clés de la série, à commencer par celui de Marina Loiseau, joué par Sara Giraudeau. Après son exfiltration d'Iran,

lors de la saison 2, et l'échec de sa mission en Azerbaïdjan, « Phénomène » retourne sur le terrain, où elle tentera d'infiltrer un groupe de pirates informatiques russes. « *[Dans les saisons précédentes], ce que voulait raconter Éric Rochant, c'est la fragilité des hommes et des femmes qui sont dans le renseignement humain et surtout dans la clandestinité* », explique Alex Berger. Traumatisée par les tortures psychologiques subies lors de son incarcération en Iran, elle avait tenté une nouvelle mission dans la saison 3, en infiltrant un centre d'étude sismique en Azerbaïdjan. Là encore, son histoire avait pris un tournant délicat.

« *Mais cette fois-ci, ce sera différent ; elle va revenir avec plus de maîtrise et un contrôle de ses émotions renforcé. C'est tout un pan que les auteurs ont imaginé et voulu montrer : comment revient-on, comment rebondit-on, dans le monde du renseignement ?* ». En clair, l'important ce n'est pas la chute, mais l'atterrissage. Le créateur de la série Éric Rochant, n'oublie pas la lutte contre Daech. « *On a une histoire à terminer* », promet le producteur. Pour la découvrir, rendez-vous en octobre sur Canal Plus. ●



# Livre

## Quand la réalité inspire la fiction

Sorti aux éditions l'Iconoclaste le 3 octobre, le livre *Le bureau des légendes décrypté*, met en lumière les références de la série à des histoires vraies, ou à des techniques utilisées par le service secret. Pour *Armées d'aujourd'hui*, l'auteur, lève le voile sur ce manuel d'espionnage.

Par Bruno Fuligni

Illustrations extraites du livre (L'Iconoclaste)

**D**écrypter *Le Bureau des légendes*, c'est agir à la manière des casseurs de code qui, pour s'orienter dans la multitude des combinaisons possibles, recherchent le détail à partir duquel reconstituer le système des chiffreurs adverses.

La clef réside ici dans les noms propres. Ainsi, la belle Nadia El-Mansour porte-t-elle un patronyme hautement signifiant, « le Victorieux » en arabe, « Vainqueur par grâce divine »... Est-ce la tendresse (Nadia en arabe), l'espoir (Nadia en russe) ou le renseignement syrien qui remporte la victoire en semant le désordre que suscite la passion de Guillaume Debailly ? Celui-ci porte un nom quasi aristocratique, mais refuse de lâcher son IF (identité fictive) très plébéienne de Paul Lefebvre.

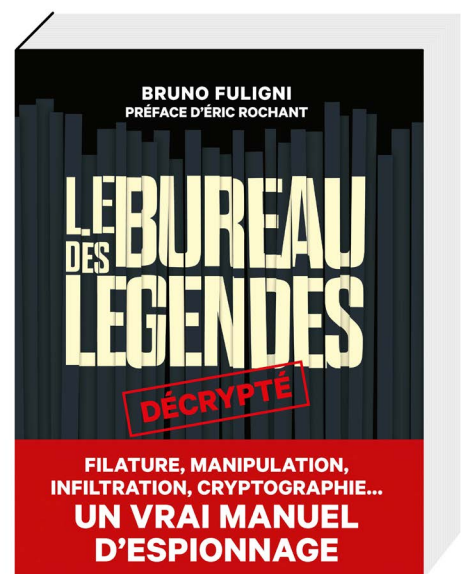
À l'inverse, son grand patron, le Directeur général de la sécurité extérieure, arbore au moins une particule : il s'appelle « Pierre Delatre de Tassigny », en évident hommage à Jean de Lattre de Tassigny, le général qui s'opposa par les armes à l'invasion de la zone libre par les troupes allemandes et, emprisonné en 1943, s'évada pour gagner la clandestinité. Chef de l'Armée de Libération, signataire à Berlin de l'acte de capitulation

de l'Allemagne le 8 mai 1945, il reprit du service en Indochine où il fit un temps reculer le Viêt-minh par l'usage de la guerre non conventionnelle, en créant le Groupement de commandos mixtes aéroportés (GCMA) en liaison directe avec le service Action...

### DES HÉROS CIVILS

Promu maréchal de France à sa mort, Jean de Lattre de Tassigny incarnait la renaissance de l'armée française à travers la France libre du général de Gaulle, à côté de la Résistance intérieure animée par des héros civils comme l'instituteur communiste Georges Guingouin, devenu chef de guerre dans le Limousin. Or, dans la série, le chef de la direction des Opérations se nomme justement Gaingouin, homonyme presque exact de celui qui tint en échec la Wehrmacht par ses opérations de sabotage et de guérilla.

Ces références rappellent tout ce que doit le renseignement français à cette période trouble de la seconde guerre mondiale. Certes, la France avait ses espions de longue date. Richelieu, au centre de ses multiples réseaux, et plus tard le comte de Broglie, dirigeant sous Louis XV le Secret du roi, avaient compris qu'un État moderne

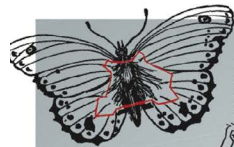


devoir avoir des yeux et des oreilles partout. La Révolution et l'Empire ne rompirent que verbalement avec ces pratiques souterraines, tout en structurant les services : un renseignement intérieur assuré par des policiers, un renseignement extérieur mêlant militaires et civils.

En 1870, la défaite mit en évidence la faille : l'absence d'un contre-espionnage efficace, la police s'intéressant surtout aux opposants politiques. Charles de Freycinet, le premier civil à devenir ministre de la Guerre, créa donc avec son camarade polytechnicien Paul Cuvinot un contre-espionnage militaire, au sein du 2<sup>e</sup> Bureau. Hélas, ce service se fourvoya dans l'affaire Dreyfus et la police reprit donc la main en matière de contre-espionnage.

Le partage des tâches demeura jusqu'au drame de 1940. Policiers et militaires, obnubilés par l'URSS, avaient sous-estimé la menace allemande.

Ce fut donc à Londres qu'il fallut réinventer le renseignement français. Quand le général de Gaulle confie cette mission à



**Un stégogramme**  
 Cette technique de stéganographie permet de dissimuler un message dans un support visible, comme un texte ou une image. Dans ce dessin de papillon se cache ainsi le plan d'une forteresse. La tête indique le nord.



Voici, d'après le croquis des ailes du papillon, la configuration du fort et la grandeur des pièces.

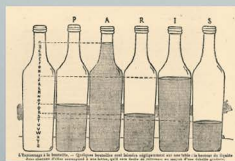
- Artillerie lourde
- ▲ Artillerie de campagne
- Mitrailleuse

## LA GUERRE DES CODES SECRETS



**Table de chiffrement**  
 Chiffrer un message prend du temps : c'est pourquoi ont été mis au point des instruments permettant de passer plus vite du « clair » au message codé. Cette table a été utilisée pour coder manuellement les télégrammes « à chiffrer » de la Première Guerre mondiale.

**« Paris » en bouteilles**  
 Cette méthode par transparence ne manque pas de pittoresque : c'est le niveau du liquide contenu dans chaque bouteille qui renvoie à une lettre. Un bar permet donc de laisser en évidence un message invisible aux non-initiés.



**Machine Enigma**  
 Fabriquée à partir de 1923 par Arthur Scherbius, elle est dotée de rotors brouilleurs qui font évoluer en cours d'encodage la règle de chiffrement utilisée, rendant normalement les messages impénétrables. L'opérateur saisi le message clair sur le clavier, la traduction chiffrée est indiquée par des voyants lumineux ; une autre machine, réglée à l'identique, restitue le texte d'origine quand on dactylographie le cryptogramme reçu.



**Recueil des codes allemands**  
 Intitulé « Codes secrets des agents SRA », c'est-à-dire des services de renseignement allemands, ce document donne rétrospectivement la clé des codes secrets de l'Abwehr, de la Gestapo, mais aussi de mouvements collaborationnistes comme le Parti populaire français (PPF) de Doriot ou le Parti national breton (PNB) « cassés » par la police des communications radioélectriques. Diffusé au sein de la DST en mars 1947, ce recueil n'a été déclassifié qu'en 1986.

André Dewavrin, dit « le colonel Passy », celui-ci n'a même pas un annuaire en guise de fichier... Ce sera l'épopée Bureau central de renseignement et d'action (BCRA). Les « SR » français se renouvellent au contact des Britanniques, qui les équipent et contribuent à les former, tandis que s'entremêlent inextricablement recherche de renseignement et action clandestine.

Le 27 novembre 1943, le BCRA gaulliste et les services secrets du général Giraud fusionnent en Direction générale des services spéciaux (DGSS), renommée Direction générale des études et recherches (DGER) l'année suivante. Celle-ci devient, en 1946, le Service de documentation et de contre-espionnage (SDECE), rebaptisé Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) en 1982.

## CULTURE DU RENSEIGNEMENT

Nos grands-parents connaissaient cette histoire longue et douloureuse au cours de laquelle se sont construits les SR français ; ils savaient qui étaient le chevalier d'Éon, Schulmeister et Mata Hari. Pour

avoir vécu les années noires, puis la guerre froide, ils n'ignoraient pas ce qu'étaient un réseau, une « boîte aux lettres », et n'auraient pas confondu le service Action avec les forces spéciales de l'armée. Ce savoir s'était un peu perdu depuis la chute du mur de Berlin. Les actuelles théories du complot, par leur naïve invraisemblance, trahissent même l'absence criante de toute culture du renseignement : faute de savoir reconnaître une vraie manipulation, on se fourvoie dans des machinations romanesques et fantaisistes. La culture du renseignement ne constitue donc pas seulement un pan de la culture générale, elle est une sauvegarde pour l'individu comme pour la collectivité, qui ne sauraient impunément ignorer les menées

et les menaces du monde réel. La série créée par Éric Rochant rend accessible à tous l'univers complexe de la DGSE ; et l'on se prend à espérer que de nouvelles fictions viendront à leur tour faire connaître les autres composantes de la communauté française du renseignement, dont l'action mérite également un coup de projecteur

## BIOGRAPHIE

Bruno Fuligni, écrivain, historien, maître de conférences à Sciences Po, est l'auteur de trente livres, dont *Dans les archives inédites des services secrets*, *Le Livre des espions* et *Le Bureau des légendes décrypté* (L'Iconoclaste).



**DES YEUX ET DES OREILLES PARTOUT**  
 Casquette, lunettes, lunettes, souris d'ordinateur, clé de voiture, télécommande, montre... tous ces objets usuels, malgré leur apparence banale, comportent un capteur vidéo et un capteur sonore. Ils sont utilisés par plusieurs services français et étrangers.

**Système d'enregistrement**  
 Ce petit boîtier permet d'enregistrer discrètement les images et le son.

**Nano-drone**  
 Ce modèle dit « nano-leak », spécialement conçu pour les forces spéciales, peut parcourir plusieurs centaines de mètres en extérieur avant de pénétrer à l'intérieur d'un bâtiment. Il comporte une caméra de très haute sensibilité pouvant filmer de nuit. Il ne mesure que dix-huit centimètres.



© DR

Arturo Alfonso-Meiriño, directeur de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (Occar)

**“ L’Occar mène actuellement 13 programmes et ce nombre pourrait augmenter à court terme ”**

Après 20 ans d'existence, l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (Occar) poursuit sa mission de promotion de la coopération européenne et de gestion des programmes d'armement complexes. À son palmarès, des matériels emblématiques tels que l'hélicoptère Tigre ou les frégates multimissions.

Propos recueillis par la rédaction

**En septembre, vous fêtez les 20 ans de la signature de la convention portant sur la création de l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (Occar). Pouvez-vous nous rappeler pourquoi un tel accord ?**

L'Occar célèbre en effet cette année la signature de sa convention par les gouvernements allemand, français, italien et britannique le 9 septembre 1998 à Farnborough, au Royaume-Uni. Elle a ensuite été ratifiée par les parlements respectifs des pays membres en 2001, puis par la Belgique en 2003 et l'Espagne en 2005. La convention a assigné à ce nouvel organisme une mission spécifique consistant à promouvoir la coopération, à améliorer l'efficacité et à réduire les coûts des programmes d'acquisition d'armement, tout en visant à devenir un centre d'excellence européenne dans la gestion de programmes d'armement complexes. Le but : obtenir des systèmes de défense indispensables pour pallier les déficits du Vieux Continent en matière de capacités

militaires. Avec une vocation purement européenne et un soutien marqué à l'identité européenne de sécurité et de défense ainsi qu'au renforcement de sa base industrielle et technologique, elle a poursuivi la consolidation industrielle du secteur et l'unification du cadre réglementaire du marché de la défense de notre continent. Un marché traditionnellement exploité sur un plan national et individuel par les pays européens sur la base d'intérêts de sécurité nationale, et par conséquent très fragmenté.

**Quel est aujourd'hui le rôle de l'Occar ?**

Depuis sa création, son rôle n'a pas changé. Sa mission consiste toujours à faciliter et à gérer les programmes d'armement européens coopératifs tout au long de leur cycle de vie, ainsi que des programmes de démonstrateurs technologiques, à la satisfaction de nos clients. Tout cela avec l'idée de devenir un centre d'excellence et le premier choix en Europe pour des programmes coopératifs d'équipement de défense. Nous continuons à travailler dans



L'A400M, ici en mission en Martinique, fait partie des programmes gérés par l'Occar.



©ADC CHOURY/ARMÉE DE TERRE

ce sens en améliorant nos procédures en cours, toujours en partenariat avec nos États membres.

### En quoi l'Occar représente-t-elle une réussite européenne en termes de coopération ?

Comme je le mentionnais précédemment, l'une des tâches de notre organisme est précisément de promouvoir la coopération en améliorant l'efficacité et en réduisant les coûts des programmes lancés en commun. Je pense que le modèle de gestion Occar possède des éléments différenciateurs clés par rapport aux autres organisations dans ce domaine, éléments qui lui ont permis d'arriver à ses fins et qui l'ont aidé à construire sa réputation de centre d'excellence dans la gestion de programmes d'armement complexes. Cela en particulier grâce à : un bureau central supportant les divisions

de programme pour toutes les questions propres à l'organisation ; sa flexibilité en termes de participation (il n'est pas obligatoire de joindre l'Occar pour prendre part à ses programmes) ; sa gestion des programmes par des divisions dotées d'une autonomie opérationnelle (bien que toujours sous la responsabilité et la supervision du directeur) ; et sa hiérarchie minimale qui permet une administration rapide et efficace des aspects propres à l'organisation et aux programmes, et dont le coût lié à la gestion de ces derniers s'élève seulement à 1,3 % du budget opérationnel annuel global. La meilleure preuve de la réussite de l'Occar se trouve précisément dans son portefeuille, qui compte en ce moment 13 programmes complexes, dont 12 en coopération, avec la participation de ses 6 États membres et de 6 autres pays européens.

### Sur quels programmes travaillez-vous actuellement ?

L'organisation compte, comme je vous le disais, 13 programmes, dont 10 auxquels la France participe : A400M, Cobra, Essor OC1, Fremm, MMCM, FSAF-PAAMS, LSS, Male RPAS, Musis et Tigre. Ce nombre pourrait facilement augmenter à court terme, compte tenu des récentes initiatives de la Commission européenne en faveur de la compétitivité de la base industrielle et technologique de défense ; en particulier avec le Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense, doté d'un budget de 500 millions d'euros, qui est entré en vigueur le 10 août. La Coopération structurée permanente, qui s'est matérialisée sous la forme de 17 projets avec la participation diverse de 25 des 28 États membres de l'Union européenne, pourrait aussi avoir un impact sur le nombre des programmes à gérer. De même, sous la pression de l'Otan, l'engagement des nations pour augmenter jusqu'à 2 % le pourcentage du PIB dans les dépenses de défense à l'horizon 2024 a amorcé un renversement de tendance, au moins dans le déclin continu du budget de la défense et donc dans ceux d'approvisionnement en matériel.

Ce scénario prometteur m'amène à envisager une croissance potentielle dans les programmes d'armement en coopération dans le futur, qui pourraient être incorporés à l'Occar. ●

Autre programme : les fréquences multimissions dont fait partie le *Languedoc*.



© ANTHONY THOMAS-TROPHIME/DICOD



## L'INITIATION AUX TOP

Les techniques d'optimisation du potentiel, couramment appelées TOP, sont enseignées aux blessés de guerre pour favoriser leur récupération physique et mentale. À l'occasion des Rencontres militaires blessures et sports, notre journaliste a participé à une présentation de cette activité utilisant la relaxation, la respiration et l'imagerie mentale.

*Par Nicolas Cuoco – Photos : Anthony Thomas-Trophime/Dicod*

### **1** Sur mon tapis

Je profite d'un reportage aux Rencontres militaires blessures et sports à Aubigny-sur-Nère, dans le Cher, pour essayer quelque chose de nouveau pour moi : les TOP, acronyme désignant les techniques d'optimisation du potentiel. Proche de la sophrologie, cette activité est notamment proposée aux blessés de guerre afin de favoriser la récupération physique et mentale. Les TOP, basées sur de la relaxation, des techniques de respiration et d'imagerie mentale, ont été pensées afin que les militaires puissent les pratiquer même dans des conditions opérationnelles compliquées. Ce jour-là, nous sommes une dizaine à rejoindre l'adjudant-chef Patrick dans une salle du Centre régional jeunesse et sports. Dans ce lieu plutôt austère où règne le calme, notre mentor débute la séance. « Prenez un tapis, enlevez vos chaussures et décontractez-vous. »



## 2 Inspirer ou expirer ?

« Nous allons commencer debout. Relâchez bien vos épaules, inspirez lentement afin de gonfler au maximum le ventre. Ensuite, expirez en trois temps : il faut que vous sentiez l'air aller de votre ventre à votre bouche en passant par votre poitrine », indique l'adjudant-chef sur un ton doux et rassurant. Alors que la plupart de mes complices ferment les yeux, je garde les miens grands ouverts pendant quelques instants. Cette curiosité me joue des tours puisque j'ai du mal à me concentrer sur ma respiration... Faut-il expirer ou inspirer en premier? Le moniteur nous invite alors à « passer en position allongée ». Sauvé! Je me promets de mieux gérer le deuxième exercice !



### UNE ACTIVITÉ ADAPTÉE AUX BESOINS MILITAIRES

Développées dans les années 1990 pour améliorer la préparation mentale et la récupération du sportif, les techniques d'optimisation du potentiel ont été progressivement adaptées aux besoins quotidiens des militaires. En 2009, dans le cadre du retour des militaires d'Afghanistan qui passaient par le sas de décompression de Chypre, elles ont été intégrées au nouveau dispositif de soutien psychologique. Une directive parue en juillet 2011 rend obligatoire leur enseignement dans le cursus de formation des élèves officiers et sous-officiers.

## 3 Entre deux eaux

Me voilà allongé sur le tapis bleu, les yeux fermés cette fois-ci. L'adjudant-chef Patrick nous invite, toujours sur un ton très apaisant, à relâcher nos membres. Dans un premier temps, nous commençons par les bras, puis viennent les jambes avec l'abdomen comme point d'ancrage. « Inspirez, expirez fort, étirez vos bras », murmure-t-il. Bien plus concentré, j'ai la sensation que sa voix s'éloigne. À la frontière du conscient, je semble naviguer entre deux eaux, présent dans la salle mais ailleurs à la fois. Les paroles de l'adjudant-chef me bercent, la chaleur favorise cette sensation agréable et cependant perturbante. « Nous allons reprendre conscience, ouvrir les yeux et nous étirer afin de réveiller les muscles », annonce soudain le moniteur. À quelques secondes près, j'étais parti pour une longue sieste méridionale! Fin de la séance, me voilà détendu et reposé. Je sais dorénavant ce qu'il me reste à faire en rentrant chez moi après une dure journée.

## Madame reconversion

**Étudiante en philosophie, engagée dans l'armée de Terre durant 21 ans, puis secrétaire administrative à la protection judiciaire des Hauts-de-Seine, Catherine est conseillère au sein de Mobilité Défense depuis 2009. À 59 ans, elle prend toujours autant de plaisir à aider les militaires à trouver leur voie hors de l'institution.**

Par Aude Borel

« **J'** aime ce métier car il m'interpelle chaque jour, il mêle le relationnel et la découverte perpétuelle. »

À 59 ans, Catherine Loichot est conseillère en transition professionnelle chez Défense Mobilité, l'agence qui accompagne les militaires en reconversion. Chaleureuse et vivace, Catherine a le contact facile. Ce n'est pas pour rien que ses collègues la surnomment « Madame réseau ». Sur son bureau, un bon nombre de présents offerts par des candidats qu'elle a accompagnés au cours de leur transition professionnelle, comme ces deux statuettes d'oiseaux. « *Tu es la mère des officiers sous contrat. Le petit oiseau, c'est ce militaire qui s'envole parce que tu lui as appris l'autonomie* », m'a-t-on dit. C'est une parfaite définition de mon métier », s'enthousiasme Catherine. Après un baccalauréat littéraire, la jeune femme entame des études de philosophie. « *Je suis curieuse, j'aime lire et j'ai toujours apprécié d'être bousculée dans ma façon de voir la vie.* » À 24 ans, Catherine s'interroge sur son avenir. Un copain de fac la met au défi : « *Tu n'es pas cap' de t'engager et de tenir six mois.* » Sportive et attirée par les valeurs de cohésion, elle intègre l'armée de Terre. Fraîchement affectée au cercle mixte de garnison de Valenciennes, elle doit encadrer 24 cuisiniers et serveurs lors de la venue de hautes autorités. Catherine conserve un souvenir cocasse de son arrivée au mess : « *L'un des serveurs m'a*

*demandé si je souhaitais un service à la française, à l'anglaise ou à la russe pour le déjeuner... Mes parents tenaient un café-restaurant, mais je n'avais jamais entendu parler de ça ! Je me suis liquéfiée.* » Elle devient officier d'ordinaire puis intègre le bureau du service national de Lyon. À

“

**Quand un candidat arrive sans projet professionnel, tout est à construire. Le but est d'ouvrir le champ des possibles.**

”

45 ans, Catherine achève son contrat après vingt-et-un ans de service. En 2003, elle passe le concours de secrétaire administrative et débute une nouvelle carrière à la Direction départementale de la protection judiciaire des Hauts-de-Seine. « *J'étais la financière, mais en liaison directe avec les équipes éducatives du secteur*

*associatif sur le terrain pour aider les jeunes en difficulté à s'en sortir. J'y ai appris la tolérance, la résilience et qu'il n'y a rien de fixé dans la vie.* »

En 2009, son désaccord avec les choix politiques du moment la pousse vers la sortie, avec un fil rouge en tête : la volonté d'aider autrui.

Par l'intermédiaire d'une amie, elle découvre le métier de conseiller emploi au ministère de la Défense. « *J'ai trouvé une sorte de continuité et de similitude. Quand un candidat arrive sans projet professionnel, tout est à construire. Le but est d'ouvrir le champ des possibles et de l'aider à trouver un projet réaliste, réalisable et désirable.* » De ses cours de philosophie, Catherine a conservé la maïeutique – pensée de Socrate –, ou l'art de conduire l'interlocuteur à découvrir et à formuler les vérités qu'il a en lui. Pendant un an, elle accompagne des sous-officiers avant de devenir conseillère pour les cadres et les créations d'entreprises. Lorsqu'on lui demande d'évoquer un candidat qui a marqué sa carrière, Catherine hésite. Il faut dire qu'elle suit en moyenne 90 dossiers par an. « *Ses pépites* », elle pourrait en parler des heures. Il y a ce cadre dans les renseignements qui a décidé de réparer des vélos, ce commissaire devenu avocat ou encore cette femme détentrice d'une licence en commerce international ayant repassé un diplôme pour devenir fleuriste. « *Ce que je trouve beau dans ce métier, c'est de voir la personne évoluer et prendre confiance en elle ainsi qu'en son nouveau projet.* » ●

## CATHERINE LOICHOT

### EN 6 DATES

---

**1958**

Naissance à Dijon

**1982**

S'engage dans l'armée  
de Terre

**1983**

Affectée au cercle mixte de  
garnison de Valenciennes

**2003**

Concours d'entrée dans la  
fonction publique

**2011**

Intègre l'antenne Défense  
Mobilité de Balard

**2014**

Conseillère cadres et  
création d'entreprises

---





© MOLLIGNER/ECFAD/DEFENSE



## Les oubliés de Salonique

La mémoire de la Grande Guerre se concentre surtout sur le front occidental, laissant dans l'ombre d'autres théâtres d'opérations. Parmi eux, le front d'Orient, où 350 000 Français ont combattu, et dont 70 000 d'entre eux ne sont pas revenus.

Par Thomas Casaux

**E**n février 1915, Français et Britanniques envoient un corps expéditionnaire en Orient pour rouvrir les Dardanelles par l'action combinée d'une flotte et d'un débarquement de troupes en avril à Gallipoli, péninsule formant la rive européenne du détroit. C'est un échec cuisant. Les troupes sont évacuées pour être débarquées en urgence à partir d'octobre à Salonique, en Grèce, afin de porter secours à l'armée serbe qui s'écroule après une offensive austro-allemande et bulgare, mais elles ne peuvent stopper l'avancée de l'ennemi. Le front se stabilise aux frontières de la Grèce, encore neutre (elle n'entre officiellement en guerre contre les puissances centrales que le 3 juillet 1917). Acculé, le corps expéditionnaire fortifie la région de Salonique. Ses hommes réalisent près de leurs camps des plantations, ce qui leur vaudra le sobriquet méprisant de « jardiniers de Salonique » par Georges Clemenceau, qui ne cesse de fustiger ce front qu'il juge inutile. Les poilus du front occidental considèrent d'ailleurs que les soldats qui y sont déployés sont des embusqués. Mieux vaut être sous le soleil de la Grèce que dans la Somme ! Et pourtant. Chaleur écrasante l'été, froid glacial l'hiver, eau rare

et polluée... Le scorbut, la dysenterie ou encore le typhus et le paludisme, qui sévissent dans les plaines marécageuses de Salonique, font des ravages. Le manque d'hommes, de matériel et de ravitaillement fragilisent les positions alliées. Malgré la mise en place d'un commandement interallié, la défense des intérêts nationaux – français, anglais, italiens, serbes ou encore grecs – entraîne une certaine inertie dans le commandement.

### LES OFFENSIVES DU PRINTEMPS 1918

Le front demeure figé durant 1916 et 1917, malgré plusieurs offensives. C'est pourtant sur ce front de 500 kilomètres, qui va de la mer Adriatique à la mer Égée, que va se dérouler l'une des percées les plus spectaculaires de la guerre. Les Bulgares, qui tiennent la majorité du front après que la plupart des troupes allemandes eurent été transférées sur le front occidental en vue des offensives du printemps 1918, sont épuisés et las de la guerre. Le général Franchet d'Espèrey, nommé commandant des armées alliées d'Orient (AAO), fortes de 650 000 hommes en juin 1918, veut percer les défenses bulgares pour prendre la vallée du Vardar où convergent les communications



L'artillerie de montagne française en chemin vers Skopje.



Carte du front d'Orient.

des deux armées bulgares. Le 15 septembre 1918, les troupes serbes et françaises attaquent au centre du front par les montagnes macédoniennes tandis que les Britanniques et les Grecs doivent lancer une offensive secondaire plus à l'est. La quasi-absence de routes dans ces montagnes empêche cependant de relier les différents secteurs entre eux. Une percée en un endroit serait donc impossible à contenir.

### LES BULGARES EN DEROUTE

Sans char et avec peu d'aviation, l'infanterie et la cavalerie se retrouvent au cœur des opérations. Les affrontements pour la conquête des positions ennemies prennent la forme de coups de main. On est loin des affrontements de masse du front occidental. « *Nos soldats avaient à escalader des séries de mamelons difformes, de crêtes pelées, de pics aux pentes abruptes couvertes d'organisations bien étudiées. Les Bulgares se défendaient avec une extrême violence* », relate le général Jouinot-Gambetta, qui commande une brigade de cavalerie d'Afrique du Nord composée de spahis et de chasseurs d'Afrique. Les troupes franco-serbes progressent bien plus vite que prévu et arrivent à rompre le front le 20 septembre, au prix d'âpres combats dans des conditions extrêmes. La prise de Gradsko, sur le fleuve Vardar, et de Prilep le 23, mettent les Bulgares en déroute. Leurs deux armées sont scindées en deux le lendemain avec la destruction progressive des ponts du Vardar. Franchet d'Espérey veut que ses hommes s'enfoncent « [...] *audacieusement à l'intérieur du*

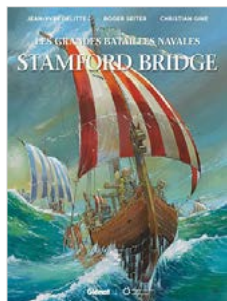
*dispositif, marcher sans trêve jusqu'à l'extrême limite des forces des hommes et des chevaux [...]* » La brigade de cavalerie du général Jouinot-Gambetta se lance dans une chevauchée à travers les montagnes sans aucune carte ni soutien armé et logistique. Les cavaliers parcourent 80 kilomètres sans donner signe de vie et atteignent Usküb (aujourd'hui Skopje, la capitale macédonienne) le 29 septembre, qu'ils prennent par surprise lors de la dernière charge de l'histoire de la cavalerie française.

### UNE MARCHÉ VICTORIEUSE

Un armistice est signé le jour même à Salonique avec la Bulgarie. Les AAO ont progressé de 130 kilomètres en deux semaines mais 15 000 soldats alliés sont tombés. Les armées serbes et françaises se dirigent ensuite vers la Serbie. Les Austro-Allemands ne peuvent contenir cette marche victorieuse. De leur côté, les Britanniques marchent sur Istanbul et font capituler l'Empire ottoman le 30 octobre. Le Danube est atteint le 21 octobre tandis que Belgrade est libéré le 1<sup>er</sup> novembre. L'Autriche rend les armes le 3 novembre, suivie de la Hongrie le 13. Si l'armée d'Orient est dissoute en décembre 1918, les derniers poilus rentrent en France en mars 1919, dans l'indifférence générale, après plusieurs mois de luttes en Roumanie pour contenir la menace bolchevique. Ces oubliés ont pourtant à eux seuls entraîné la défaite de la Bulgarie, de l'Autriche, de la Hongrie et de l'Empire ottoman. C'est beaucoup pour des jardiniers.

### L'ESSENTIEL

- 15 septembre : Début de l'offensive sur le front d'Orient, en Macédoine
- 29 septembre : Prise d'Usküb par la cavalerie française et capitulation de la Bulgarie
- 30 octobre : Capitulation de l'Empire ottoman
- 3 et 13 novembre : Capitulations de l'Autriche puis de la Hongrie

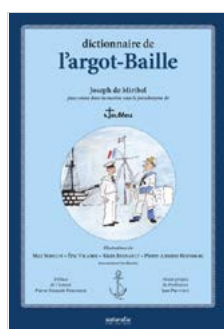


## LES GRANDES BATAILLES NAVALES De Stamford Bridge à Midway

Cette collection de bandes dessinées invite le lecteur à prendre le large en se plongeant dans les récits des plus grandes batailles navales de l'histoire. De la confrontation de Stamford Bridge en 1066 à Midway en 1942, en passant par la bataille de Trafalgar, du Jutland et bien d'autres, Jean-Yves Delitte

relate, en collaboration avec neuf dessinateurs différents, les coulisses des affrontements maritimes les plus importants des dix siècles derniers. En multipliant les points de vue, l'auteur permet de mieux comprendre les enjeux de chaque bataille, ses origines ainsi que ses conséquences.

**Jean-Yves Delitte, éd. Glénat, 504 p., 14,95 euros.**



## DICTIONNAIRE DE L'ARGOT-BAILLE

Chaque entité militaire dispose de son propre jargon : l'argot-Baille est celui de l'École navale. Ce langage avait été décortiqué une première fois en 1957 par le capitaine de frégate Roger Coindreau. L'auteur, Joseph de Miribel, alias JeuMeu, l'a enrichi en lui ajoutant une dimension scientifique. Son *Dictionnaire de l'argot-Baille* ne consiste pas en une simple nomenclature, il s'agit d'un véritable document

universitaire, unique en son genre, comprenant 1 780 entrées, des exemples attestés, datés, quelques fois illustrés et comprenant une étymologie détaillée. « Loufiat », « Midshiper », ou encore « Chibi »... à la lecture de cet ouvrage, ces mots n'auront plus de secret pour vous. Cet abécédaire, aussi singulier que complexe, séduira aussi bien les non-initiés que les spécialistes.

**Joseph de Miribel, éd Naturalia, 367 p., 30 euros.**



## LES MYTHES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La défaite française de 1940 était inéluctable, le Japon a capitulé en raison des bombardements atomiques ou bien encore, les Waffen-SS étaient des soldats d'élite : les idées reçues sur la Seconde Guerre mondiale sont légion. Pour démonter des affirmations qui font trop souvent figure d'évangile, vingt-cinq spécialistes se sont attelés à déconstruire autant de mythes. En

s'appuyant sur de nombreux ouvrages de référence, ils apportent, au fil de chapitres courts, des réponses parfois surprenantes, toujours passionnantes, qui brisent le discours uniforme de nos manuels d'histoire. Ce livre, réédité cette année pour la première fois en format poche, permettra aux lecteurs de parfaire leur culture du second conflit mondial.

**Sous la direction de Jean Lopez et Olivier Wieviorka, éd Perrin, 435 p., 10 euros.**



## RÉSISTANCE ET DISSUASION Des origines du programme nucléaire français à nos jours

Il peut paraître surprenant d'associer les termes « résistance » et « dissuasion » à une époque – la Seconde Guerre mondiale – où la dissuasion nucléaire n'existait pas encore. Toutefois, le programme nucléaire français était déjà en route, comme en témoigne le rôle clé joué par les « atomiciens de la France libre » tout au long de la guerre. Cet ouvrage montre le lien étroit qui unit la résistance française, regroupée autour du général de Gaulle, et les prémices de la future politique de dissuasion nucléaire hexagonale. Le terme de « résistance » dans le titre revêt donc un double sens : la résistance à l'occupation allemande et la défense de l'autonomie française, qui se traduit, plus tard, par le refus de l'inféodation de la France à une alliance atlantique. La naissance de cette politique de dissuasion est marquée par le traumatisme de la défaite de 1940. La dissuasion, c'est-à-dire le refus de la guerre nucléaire et la sanctuarisation du territoire, fut la réponse apportée au désastre de l'invasion.

**Sous la direction de Céline Jurgensen et Dominique Mongin, préface de Florence Parly, ministre des Armées, éd. Odile Jacob, 394 p., 22 euros.**